

TABLE
DU
JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1954



PARIS
IMPRIMERIE DES JOURNAUX OFFICIELS

31, QUAI VOLTAIRE, 31

—
1955

Les éditions des JOURNAUX OFFICIELS

- I. — **LOIS ET DECRETS** (Textes des lois, décrets, arrêtés et circulaires, avis et communications, informations et annonces).
- II. — **DEBATS** (Compte rendu « in extenso » des séances; questions écrites, réponses des ministres à ces questions):
- 1° De l'Assemblée nationale;
 - 2° Du Conseil de la République;
 - 3° De l'Assemblée de l'Union française.
- III. — **DOCUMENTS** (Projets et propositions de lois, propositions de résolutions, rapports et avis):
- 1° De l'Assemblée nationale;
 - 2° Du Conseil de la République;
 - 3° De l'Assemblée de l'Union française.
- IV. — **CONSEIL ECONOMIQUE:**
- 1° Avis et rapports du Conseil économique;
 - 2° Bulletin du Conseil économique (Compte rendu analytique des séances).
- V. — **TEXTES D'INTERET GENERAL** (Extraits de l'édition des lois et décrets en fascicules hebdomadaires ou monographies).
- VI. — **BULLETIN OFFICIEL DES DECORATIONS, MEDAILLES ET RECOMPENSES:**
Attribution des décorations, médailles et récompenses diverses. — Tableaux de concours pour la Légion d'honneur et la Médaille militaire à l'exclusion des nominations qui paraissent dans l'édition lois et décrets).
- VII. — **BULLETIN OFFICIEL DU REGISTRE DU COMMERCE ET DU REGISTRE DES METIERS:**
Inscriptions diverses aux deux registres (créations de fonds, modifications, radiations). — Faillites et liquidations judiciaires. — Avis divers.
- VIII. — **BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES** à la charge des sociétés financières (Notices d'émission ou de regroupement d'actions et d'obligations des sociétés anonymes. — Formation, modification et dissolution des sociétés à responsabilité limitée — Convocations d'assemblées. — Homologation de décisions d'assemblées d'obligataires. — Publications périodiques des banques et sociétés d'investissement. — Avis relatifs aux transferts des titres nominatifs. — Listes des commissaires aux comptes. — Avis divers, etc.).
- IX. — **BULLETIN OFFICIEL DES SERVICES DES PRIX** (Décrets, arrêtés, décisions, circulaires et barèmes concernant les prix).
- X. — **DOCUMENTS ADMINISTRATIFS** (Rapports et statistiques des administrations).

Les Tables annuelles

	Prix.		Prix.
I. — LOIS ET DECRETS (1).....	300 F.	III. — TABLES DES DOCUMENTS:	
1° Table analytique;		1° De l'Assemblée nationale.....	100 F.
2° Table chronologique;		2° Du Conseil de la République.....	50 F.
3° Table des annonces.		3° De l'Assemblée de l'Union française....	30 F.
II. — DEBATS:		IV. — CONSEIL ECONOMIQUE:	
A. — Assemblée nationale.....	250 F.	1° Table des avis et rapports.....	15 F.
1° Table des travaux parlementaires;		2° Table du bulletin.....	15 F.
2° Table des noms;		V. — TABLE DES TEXTES D'INTERET GENERAL	
3° Table des questions écrites.		(Prix selon le volume.)	
B. — Conseil de la République.....	200 F.	VI. — TABLE DU BULLETIN DES DECORATIONS,	
1° Table des travaux parlementaires;		MEDAILLES ET RECOMPENSES.....	10 F.
2° Table des noms;		VII. — TABLE DU BULLETIN DES ANNONCES LEGALES	
3° Table des questions écrites.		OBLIGATOIRES	30 F.
C. — Assemblée de l'Union française.....	75 F.	VIII. — TABLE DU BULLETIN DES SERVICES DES PRIX	15 F.
1° Table des travaux;		IX. — TABLE DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS....	10 F.
2° Table des noms;			
3° Table des questions écrites.			

(1) Le prix des **Tables mensuelles** (Edition lois et décrets) est fixé à 50 F; ces Tables sont fournies gratuitement aux abonnés suivant la durée de leur abonnement.

Les Tables annuelles d'une édition sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an. Un tableau de concordance est annexé aux Tables de chaque édition.

TABLEAU DE CONCORDANCE

de la Pagination des Documents parlementaires avec les Numéros des feuilles annexes
et la Date de parution au " Journal officiel "

ANNÉE 1954

DATES DE LA PUBLICATION	NUMEROS des feuilles	PAGES	DATES DE LA PUBLICATION	NUMEROS des feuilles	PAGES
11 janvier 1955.....	1	1 à 32	1 ^{er} septembre 1955.....	21	385 à 416
18 janvier 1955.....	2	33 à 64	4 septembre 1955.....	22	417 à 448
18 janvier 1955.....	3	65 à 96	13 septembre 1955.....	23	449 à 480
25 janvier 1955.....	4	97 à 128	27 septembre 1955.....	24	481 à 512
			29 septembre 1955.....	25	513 à 544
5 mars 1955.....	5	129 à 144	4 octobre 1955.....	26	545 à 576
8 mars 1955.....	6	145 à 160	4 octobre 1955.....	27	577 à 608
12 mars 1955.....	7	161 à 176	2 novembre 1955.....	28	609 à 640
12 mars 1955.....	8	177 à 192	2 novembre 1955.....	29	641 à 672
15 mars 1955.....	9	193 à 208	3 novembre 1955.....	30	673 à 704
15 mars 1955.....	10	209 à 224	3 novembre 1955.....	31	705 à 736
16 mars 1955.....	11	225 à 240	4 novembre 1955.....	32	737 à 768
17 mars 1955.....	12	241 à 256	4 novembre 1955.....	33	769 à 800
19 mars 1955.....	13	257 à 272	8 novembre 1955.....	34	801 à 832
22 mars 1955.....	14	273 à 288	8 novembre 1955.....	35	833 à 864
			29 novembre 1955.....	36	865 à 896
22 avril 1955.....	15	289 à 304	28 décembre 1955.....	37	897 à 928
22 avril 1955.....	16	305 à 320	28 décembre 1955.....	38	929 à 960
23 avril 1955.....	17	321 à 336	29 décembre 1955.....	39	961 à 992
23 avril 1955.....	18	337 à 352	29 décembre 1955.....	40	993 à 1022
25 avril 1955.....	19	353 à 368			
29 avril 1955.....	20	369 à 384			

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNÉE 1954

Les numéros cités à la suite de certains documents renvoient aux textes antérieurs sur le même objet.

Les impressions parlementaires du Conseil de la République sont ainsi numérotées :

Année 1954 : N^{os} 1 à 785.

SESSION DE 1954

1. — Allocution de M. Hippolyte Masson, président d'âge, p. 1.
2. — Allocution de M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, p. 1.
3. — Proposition de résolution de M. Jean Bertaud tendant à relever le minimum vital servant de base au calcul de la pension des agents des collectivités locales, p. 1.
4. — Proposition de résolution de M. Albert Lamarque tendant à étendre aux chambres de commerce maritimes le bénéfice du décret du 30 septembre 1953 en vue de favoriser les investissements, p. 2.
5. — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi tendant à autoriser la ratification de la convention signée entre la France et les Pays-Bas pour éviter les doubles impositions, p. 2.
Voir: Assemblée nationale, n^{os} 4563, 6111, 7021 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 517 (année 1953).
6. — Message de M. le Président de la République au Parlement, p. 2.
7. — Proposition de résolution de M. Jules Castellani tendant à venir en aide aux populations de Tamalave et Tananarive, victimes d'un cyclone, p. 3.
8. — Rapport de M. Chochoy sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 4.
Voir: Conseil de la République, n^o 575 (année 1953).
9. — Proposition de loi de M. Lasalarié tendant à modifier la loi sur les accidents du travail, p. 4.
10. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 4.
11. — Rapport de M. Charles Morel sur la proposition de loi tendant à transformer les écoles de médecine et de pharmacie de Rennes, Clermont-Ferrand et Nantes en facultés, p. 4.
Voir: Assemblée nationale, n^{os} 5301, 5975, 7214 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 657 (année 1953).
12. — Rapport de M. Primet sur la proposition de résolution tendant à faciliter la pratique de la culture physique et des sports par la jeunesse française, p. 7.
Voir: Conseil de la République, n^o 125 (année 1953).
13. — Rapport par M. Castellani sur la proposition de résolution tendant à venir en aide aux populations des provinces de Tamalave et de Tananarive victimes du cyclone et des inondations en janvier 1954, p. 14.
Voir: Conseil de la République, n^o 7 (année 1954).
14. — Rapport de M. Lamousse sur la proposition de loi tendant à accorder la qualité de fonctionnaire stagiaire à tous les élèves des écoles normales supérieures, p. 14.
Voir: Assemblée nationale, n^{os} 2778, 2785, 6527, 7356 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 706 (année 1953).

15. — Rapport de M. Jules Castellani sur la proposition de résolution tendant à réviser le statut du cadre d'administration générale de la France d'outre-mer, p. 16.

Voir: Conseil de la République, n^o 631 (année 1951).

16. — Projet de loi tendant à ratifier la convention franco-italienne relative aux gares internationales de Modane et Vintimille, p. 17.

Voir: Assemblée nationale, n^{os} 3650, 7079 (2^e législ.).

17. — Rapport de M. Raincourt sur la proposition de loi tendant à modifier la loi établissant une carte d'identité professionnelle à l'usage des voyageurs et des représentants de commerce, p. 18.

Voir: Assemblée nationale, n^{os} 4083, 7055 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 574 (année 1953).

18. — Proposition de résolution de M. Auberger tendant à abroger le décret relatif à la suppression des comités météorologiques départementaux, p. 18.

19. — Proposition de résolution de M. Durieux tendant à venir en aide aux cultivateurs ayant eu leurs emblavures détruites par les gelées, p. 19.

20. — Avis de la commission des finances par M. Auberger sur la proposition de loi tendant à accorder la qualité de fonctionnaires stagiaires aux élèves des écoles normales supérieures, p. 19.

Voir: Assemblée nationale n^{os} 2728, 2785, 6527, 7356 (2^e législ.); Conseil de la République n^o 706 (année 1953) et 14 (année 1954).

21. — Proposition de résolution de M. Denvers, demandant l'octroi d'un secours aux marins pêcheurs réduits au chômage par suite des intempéries, p. 19.

22. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la France, la Sarre et l'Italie relative à la sécurité sociale, p. 19.

Voir: Assemblée nationale n^{os} 6234, 7220 (2^e législ.); Conseil de la République n^o 655 (année 1953).

23. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord complémentaire entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg, sur la sécurité sociale, p. 19.

Voir: Assemblée nationale, n^{os} 6233, 7221 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 656 (année 1953).

24. — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération de l'assemblée représentative de Madagascar relative à la réglementation douanière, p. 20.

Voir: Assemblée nationale, n^{os} 2371, 7233 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 595 (année 1953).

25. — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération du conseil d'administration des îles Vallis et Futuna modifiant le tarif des droits de douane, p. 20.

Voir: Assemblée nationale, n^{os} 2370, 7234 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 596 (année 1953).

26. — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération prise par l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie relative aux droits de douane, p. 20.

Voir: Assemblée nationale, nos 2372, 7239 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 597 (année 1953).

27. — Rapport de M. Durand-Réville sur la proposition de résolution tendant à indemniser les ressortissants français de l'archipel des Nouvelles-Hébrides, p. 20.

Voir: Conseil de la République, n^o 584 (année 1953).

28. — Proposition de loi de M. Henri Barré tendant à la création d'un « fonds départemental de construction » dans la Seine, p. 21.

29. — Proposition de loi de M. Carcassonne tendant à célébrer le bi-millénaire de la ville d'Arles, p. 21.

30. — Rapport de M. Jean Boivin-Champeaux sur la proposition de loi relative à la réintégration des démobilités, prisonniers et déportés, p. 22.

Voir: Assemblée nationale, nos 5413, 7092 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 4 et 577 (année 1953).

31. — Rapport de M. Marcel Molle sur la proposition de loi tendant à proroger les dispositions de la loi relative à la libération d'actions des sociétés, p. 22.

Voir: Assemblée nationale, nos 5562, 7088 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 548 (année 1953).

32. — Rapport de Mme Marcelle Devaud sur le projet de loi majorant l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 23.

Voir: Assemblée nationale, nos 3597, 4391, 4788, 7559, 7560 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 715 (année 1953).

33. — Proposition de résolution de M. Rabouin demandant la modification de l'article 2135 du code civil sur l'hypothèque légale de la femme mariée, p. 25.

34. — Proposition de résolution de M. Maurice Walker relative à l'achèvement du canal du Nord, p. 25.

35. — Rapport de M. Rabouin sur le projet de loi concernant le statut disciplinaire des greffiers titulaires de charge, p. 28.

Voir: Assemblée nationale, nos 6136, 7089 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 549 (année 1953).

36. — Projet de loi portant ratification du décret rétablissant les droits de douane sur certains œufs, p. 23.

Voir: Assemblée nationale, nos 6845, 7336, 7471 (2^e législ.).

37. — Projet de loi étendant le régime des assurances sociales à la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion, p. 28.

Voir: Assemblée nationale, nos 1803, 5263 (2^e législ.).

38. — Avis de la commission des finances par M. Walker sur le projet de loi majorant l'allocation aux vieux travailleurs salariés et les allocations de vieillesse et modifiant certaines dispositions relatives aux cotisations de sécurité sociale, p. 30.

Voir: Assemblée nationale, nos 3597, 4391, 4788, 7559, 7560 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 715 (année 1953) et 32 (année 1954).

39. — Avis de la commission de l'agriculture par M. Monsarrat sur le projet de loi majorant certaines allocations de vieillesse et modifiant certaines dispositions relatives aux cotisations de sécurité sociale, p. 30.

Voir: Assemblée nationale, nos 3597, 4391, 4788, 7559, 7560 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 715 (année 1953), 32 et 38 (année 1954).

40. — Rapport d'information de M. Durand-Réville sur la présence française dans l'Océan Pacifique, p. 30.

41. — Proposition de résolution de M. Grégory relative à la reconstruction des chaussées et ouvrages d'art détruits dans les Pyrénées-Orientales et l'Aude, p. 62.

42. — Projet de loi tendant à modifier l'article 9 de l'ordonnance portant code de la nationalité française, p. 63.

Voir: Assemblée nationale, nos 1431, 4485, 5074, 5486 (2^e législ.).

43. — Projet de loi modifiant la loi portant organisation de la juridiction française en Tunisie, p. 63.

Voir: Assemblée nationale, nos 3360, 5203, 6197, 7023 (2^e législ.).

44. — Projet de loi modifiant l'article 224 du code pénal, p. 64.

Voir: Assemblée nationale, nos 2239, 4541, 5485, 5865 (2^e législ.).

45. — Projet de loi collectif d'ordonnancement sur l'exercice 1953, p. 64.

Voir: Assemblée nationale, nos 7675, 7714 (2^e législ.).

46. — Avis de la commission des affaires économiques, par M. Naveu, sur le projet de loi majorant certaines allocations de vieillesse et modifiant certaines dispositions relatives aux cotisations de sécurité sociale, p. 76.

Voir: Assemblée nationale, nos 3597, 4391, 4788, 7559, 7560 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 715 (année 1953), 32, 38 et 39 (année 1954).

47. — Avis de la commission de la France d'outre-mer, par M. Durand-Réville, sur le projet de loi majorant certaines allocations de vieillesse et modifiant certaines dispositions relatives aux cotisations de sécurité sociale, p. 76.

Voir: Assemblée nationale, nos 3597, 4391, 4788, 7559, 7560 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 715 (année 1953), 32, 38, 39 et 46 (année 1954).

48. — Proposition de résolution de M. Jules Castellani tendant à prévoir la représentation de Madagascar au sein du comité spécial du riz, p. 76.

49. — Rapport de M. Longuet sur la proposition de résolution relative à la représentation de Madagascar au sein du comité spécial du riz, p. 79.

Voir: Conseil de la République, n^o 48 (année 1954).

50. — Rapport par M. Berthoin sur le projet de loi, collectif d'ordonnancement sur l'exercice 1953, portant ouverture et annulation de crédits pour 1953 et ratification de décret, p. 77.

Voir: Assemblée nationale, nos 7675, 7714, 7784 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 45 (année 1954).

51. — Proposition de résolution de M. Georges Boulanger relative à l'organisation professionnelle de la meunerie, p. 77.

52. — Avis supplémentaire de la commission des finances, par M. Walker, sur le projet de loi majorant certaines allocations de vieillesse et modifiant certaines dispositions relatives aux cotisations de sécurité sociale, p. 77.

Voir: Assemblée nationale, nos 3597, 4391, 4788, 7559, 7560 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 715 (année 1953), 38, 39, 46, 47 (année 1954).

53. — Rapport de M. Marcel Lemaire sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord international sur le blé, p. 78.

Voir: Assemblée nationale, nos 6679, 7216 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 713 (année 1953).

54. — Rapport de M. Coupigny sur le projet de loi étendant aux territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la santé publique relatives à la pharmacie, p. 79.

Voir: Assemblée nationale, nos 3779, 4875, 5850, 6023, 6363, 7410 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 702 (année 1953).

55. — Proposition de loi de M. Jean Durand tendant à l'assainissement du marché du vin, p. 80.

56. — Proposition de résolution de M. Durieux tendant au dépôt d'un projet de loi modifiant le statut des terrains dénommés « parts de marais », p. 81.

57. — Projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement à prendre diverses dispositions financières relatives au crédit mutuel du bâtiment, p. 81.

Voir: Assemblée nationale, nos 7696, 7769, 7780 (2^e législ.).

58. — Projet de loi tendant à modifier les articles 381, 388, 392 et 393 du code d'instruction criminelle applicable en Afrique occidentale française, p. 82.

Voir: Assemblée nationale, nos 6183, 8603 (1^{re} législ.), 1463, 4051, 4840 (2^e législ.).

59. — Projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions des lois modifiant l'article 412 du code pénal, relatif aux entraves apportées à la liberté des enchères, p. 83.

Voir: Assemblée nationale, nos 9159, 12659 (1^{re} législ.), 1464 (2^e législ.).

60. — Projet de loi relatif à l'extension dans les territoires d'outre-mer de la loi instituant un article 320 bis et modifiant l'article 434 du code pénal, p. 83.

Voir: Assemblée nationale, nos 1797, 2199 (2^e législ.).

61. — Rapport de M. Georges Pernot sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention de Genève relative au statut des réfugiés, p. 83.

Voir: Assemblée nationale, nos 5426, 6672 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 593 (année 1953).

62. — Avis de la commission de la famille, par M. Jean Lacaze, sur le projet de loi tendant à étendre aux territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la santé publique relatives à la pharmacie, p. 84.

Voir: Assemblée nationale, nos 3779, 4875, 5850, 6023, 6363, 7410 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 702 (année 1953) et 34 (année 1954).

63. — Rapport de M. Saller sur le projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget de l'Afrique occidentale française pour les années 1912 et 1913 à 1918, p. 84.

Voir: Assemblée nationale, nos 6653, 7290 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 613 (année 1953).

64. — Rapport de M. Saller sur le projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget de la Côte française des Somalis pour les exercices 1917 à 1919, p. 87.

Voir: Assemblée nationale, nos 6652, 7291 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 614 (année 1953).

65. — Rapport de M. Saller sur le projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget de la Nouvelle-Calédonie pour les exercices 1948 à 1950, p. 87.

Voir: Assemblée nationale, nos 6649, 7292 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 615 (année 1953).

66. — Rapport de M. Saller sur le projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget de l'Afrique équatoriale française pour les exercices 1944 à 1950, p. 87.

Voir: Assemblée nationale, nos 6650, 7293 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 616 (année 1953).

67. — Rapport de M. Saller sur le projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget de Madagascar pour les exercices 1946 à 1948, p. 88.

Voir: Assemblée nationale, nos 4287, 7294 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 617 (année 1953).

68. — Rapport de M. Saller sur le projet de loi approuvant le compte définitif du budget de l'Afrique occidentale française (exercice 1943), p. 88.

Voir: Assemblée nationale, nos 1577, 7295 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 618 (année 1953).

69. — Rapport de M. Saller sur le projet de loi approuvant le compte définitif du budget de Madagascar (exercice 1945), p. 89.

Voir: Assemblée nationale, nos 1576, 7296 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 619 (année 1953).

70. — Rapport de M. Saller sur le projet de loi tendant à l'approbation des comptes définitifs du budget du Togo (exercice 1947), p. 89.

Voir: Assemblée nationale, nos 1573, 7297 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 620 (année 1953).

71. — Rapport de M. Saller sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat français en Tunisie pour l'exercice 1941, p. 89.

Voir: Assemblée nationale, nos 1359, 7298 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 621 (année 1953).

72. — Rapport de M. Saller sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat français en Tunisie pour l'exercice 1942, p. 89.

Voir: Assemblée nationale, nos 1338, 7299 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 622 (année 1953).

73. — Rapport de M. Saller sur le projet de loi portant ouverture de crédits pour la commémoration de la présence française en Nouvelle-Calédonie, p. 89.

Voir: Assemblée nationale, nos 6709, 7300 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 623 (année 1953).

74. — Projet de loi tendant à rendre applicable dans les territoires d'outre-mer la loi complétant les articles 639 et 640 du code d'instruction criminelle, p. 89.

Voir: Assemblée nationale, n° 4798, 2197 (2^e législ.).

75. — Projet de loi relatif à la réparation des dommages causés aux biens et aux personnes à la suite des troubles survenus à Madagascar, p. 90.

Voir: Assemblée nationale, nos 2705, 5882, 9667, 12092, 12947, (1^{re} législ.), 686, 1840, 7725 (2^e législ.).

76. — Proposition de résolution de M. Hassen Gouled demandant des précisions au sujet du protocole signé entre l'Ethiopie et la France, p. 90.

77. — Proposition de loi de M. Jean Boivin-Champeaux tendant à modifier l'article 14 du décret du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires de locaux à usage commercial, p. 91.

78. — Deuxième rapport de M. Carcassonne sur la proposition de loi relative à la réintégration des démobilisés, prisonniers et déportés, p. 91.

Voir: Assemblée nationale, nos 5280, 5413, 7092 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 4, 577 (année 1953), et 30 (année 1954).

79. — Rapport de M. Coupigny sur le projet de loi relatif à la prise de rang, dans les grades d'officier, des anciens élèves de l'école militaire des cadets de la France libre, p. 91.

Voir: Assemblée nationale, nos 6161, 7135 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 612 (année 1953).

80. — Rapport de M. Restat sur la proposition de résolution tendant à venir en aide aux populations de l'Hérault victimes des inondations de décembre 1953, p. 92.

Voir: Conseil de la République, n° 628 (année 1953).

81. — Rapport de M. Restat sur la proposition de résolution tendant à venir en aide aux cultivateurs ayant eu leurs emblavures détruites par les gelées, p. 92.

Voir: Conseil de la République, n° 49 (année 1954).

82. — Projet de loi modifiant la loi portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole, p. 93.

Voir: Assemblée nationale, nos 6994, 7652 (2^e législ.).

83. — Rapport de M. Léo Hamon sur la proposition de résolution relative à la diffusion à l'étranger des méthodes françaises des sciences administratives, p. 93.

Voir: Conseil de la République, n° 671 (année 1953).

84. — Rapport de M. Castellani sur le projet de loi relatif à la réparation des dommages causés aux biens et aux personnes à la suite des troubles survenus à Madagascar, p. 96.

Voir: Assemblée nationale, nos 2705, 5882, 9667, 12092, 12947 (1^{re} législ.), 686, 1840, 7725 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 75 (année 1954).

85. — Avis de la commission des finances par M. Saller sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la réparation des dommages causés aux biens et aux personnes à la suite des troubles survenus à Madagascar, p. 96.

Voir: Assemblée nationale, nos 2705, 5882, 9667, 12092, 12947 (1^{re} législ.), 686, 1840, 7725 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 75 et 84 (année 1954).

86. — Rapport de M. Saller sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fournir au Conseil de la République des précisions au sujet du protocole signé le 16 janvier 1954 entre l'Ethiopie et la France, p. 97.

Voir: Conseil de la République, n° 76 (année 1954).

87. — Avis de la commission de la France d'outre-mer par M. Razac sur la proposition de résolution sur le protocole signé le 16 janvier 1954 entre l'Ethiopie et la France, p. 97.

Voir: Conseil de la République, nos 76, 86 (année 1954).

88. — Projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de mars 1954 au titre du budget annexe des prestations familiales agricoles, p. 97.

Voir: Assemblée nationale, nos 7879, 7880 (2^e législ.).

89. — Proposition de résolution de M. Brettes relative au régime des allocations vieillesse des non-salariés agricoles, p. 97.

90. — Rapport de M. de Montalembert en vue de présenter les candidatures pour les trois sièges du comité constitutionnel, p. 98.

91. — Projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre des services militaires pour le mois de mars 1954, p. 98.

Voir: Assemblée nationale, nos 7848, 7877 (2^e législ.).

92. — Projet de loi portant ouverture de crédits prévisionnels sur l'exercice 1954 au titre du ministère de l'éducation nationale, p. 100.

Voir: Assemblée nationale, n° 7904 (2^e législ.).

93. — Rapport de M. Gilbert-Jules sur le projet de loi tendant à la révision de certains articles de la Constitution, p. 100.

Voir: Assemblée nationale, nos 11272, 11331 (1^{re} législ.), 6431 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 798, 895 (année 1950), 398 (année 1953).

94. — Rapport de M. Coudé du Foresto sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de mars 1954, au titre des dépenses des services civils imputables sur le budget annexe des prestations familiales agricoles, p. 122.

Voir: Assemblée nationale, nos 7879, 7880 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 88 (année 1954).

95. — Rapport de M. Pierre Boudet sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses ordinaires et des dépenses en capital des services militaires pour le mois de mars 1954, p. 122.

Voir: Assemblée nationale, nos 7848, 7877 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 91 (année 1954).

96. — Rapport de M. Auherger sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits prévisionnels sur l'exercice 1954 au titre du ministère de l'éducation nationale, p. 122.

Voir: Assemblée nationale, n° 7904 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 92 (année 1954).

97. — Rapport de M. Durand-Réville sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention sur l'inspection du travail dans les territoires non métropolitains, p. 122.

Voir: Assemblée nationale, nos 1210, 2656, 7230 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 594 (année 1954).

98. — Rapport de M. Durand-Réville sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains, p. 122.

Voir: Assemblée nationale, nos 1211, 2657, 7229 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 593 (année 1953).

99. — Rapport de M. Durand-Réville sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention concernant le droit d'association dans les territoires non métropolitains, p. 123.

Voir: Assemblée nationale, nos 1213, 2658, 7227 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 601 (année 1953).

100. — Avis de la commission de l'éducation nationale par M. Boreneuve sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits prévisionnels sur l'exercice 1954, au titre du ministère de l'éducation nationale, p. 124.

Voir: Assemblée nationale, nos 7904 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 92, 96 (année 1954).

101. — Rapport d'information de M. de Menditte sur les aérodromes africains, p. 124.

102. — Proposition de loi de M. Beauvais relative à la réglementation de la conduite des véhicules et cycles à moteur, p. 140.

103. — Proposition de résolution de M. Durand-Réville relative au cinquantenaire de l'Entente cordiale, p. 141.

104. — Rapport de M. Pinton sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention de l'Union postale universelle, p. 141.

Voir: Assemblée nationale, nos 6656, 7204 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 654 (année 1953).

105. — Proposition de loi de M. Chochoy modifiant le régime des loyers des locaux gérés par les offices publics d'habitations à loyer modéré, p. 141.

106. — Projet de loi relatif aux conseils de prud'hommes en Algérie, p. 143.

Voir: Assemblée nationale nos 4981, 4152, 5955 (2^e législ.).

107. — Projet de loi tendant à modifier l'article 60 du livre II du code du travail, p. 141.

Voir: Assemblée nationale, nos 7205, 7733 (2^e législ.).

108. — Projet de loi permettant de soumettre à un prélèvement de sang les hommes appartenant aux classes 1944 et 1945, p. 144.

Voir: Assemblée nationale, nos 5003, 6122, 6474 (2^e législ.).

109. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à permettre de compléter, dans certains tribunaux, le nombre des avoués, p. 144.

Voir: Assemblée nationale, nos 1701, 4542, 5488 (2^e législ.).

110. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à interdire la photographie, la radiodiffusion et la télévision des débats judiciaires, p. 145.

Voir: Assemblée nationale, nos 5353, 7728 (2^e législ.).

111. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à fixer le statut des gérants de société au regard de la sécurité sociale, p. 145.

Voir: Assemblée nationale, nos 40132, 42505 (1^{re} législ.), 836, 2424, 7798 (2^e législ.).

112. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à rendre à l'habitation les pièces isolées louées accessoirement à un appartement et non habitées, p. 145.

Voir: Assemblée nationale, nos 483, 7951 (2^e législ.).

113. — Projet de loi relatif au bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles, p. 146.

Voir: Assemblée nationale, nos 1919, 3160, 6609, 7099 (2^e législ.).

114. — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française en date du 21 janvier 1949 demandant la prorogation pour six mois de la suspension des droits de douane, p. 147.

Voir: Assemblée nationale, nos 2683, 7329 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 658 (année 1953).

115. — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant la délibération du Grand Conseil de l'Afrique occidentale réglementant le service des douanes, p. 147.

Voir: Assemblée nationale, nos 2686, 7330 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 659 (année 1953).

116. — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier la délibération du 27 mai 1949 du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française demandant la prorogation, pour un délai de six mois, de la suspension des droits de douane dans ce territoire, p. 147.

Voir: Assemblée nationale, nos 2697, 7331 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 660 (année 1953).

117. — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier la délibération du conseil d'administration du Cameroun tendant à modifier le décret portant réglementation du régime des douanes dans ce territoire, p. 147.

Voir: Assemblée nationale, nos 2688, 7332 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 661 (année 1953).

118. — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret rejetant une délibération du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française modifiant la quotité des droits de douane sur les essences de pétrole, p. 148.

Voir: Assemblée nationale, nos 2689, 7333 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 662 (année 1953).

119. — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération du Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française tendant à modifier le code des douanes dans ce territoire, p. 148.

Voir: Assemblée nationale, nos 2690, 7334 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 663 (année 1953).

120. — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie tendant à exonérer des droits de douane toutes les marchandises importées aux frais de l'Etat, p. 148.

Voir: Assemblée nationale, nos 2691, 7335 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 664 (année 1953).

121. — Proposition de loi de M. Durand-Réville tendant à assurer la représentation du Conseil de la République au sein du conseil de surveillance de la caisse centrale de la France d'outre-mer, p. 148.

122. — Rapport de M. Ernest Pezet sur la proposition de M. Durand-Réville relative au centenaire de l'Entente Cordiale, p. 149.

Voir: Conseil de la République, n° 103 (année 1954).

123. — Avis de la commission de la justice par M. de La Gontrie sur le projet de loi tendant à la révision des articles 9, 11, 12, 14, 20, 22, 45, 49, 50 et 52 de la Constitution, p. 149.

Voir: Assemblée nationale, nos 11272, 11431 (1^{re} législ.), 6431 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 798, 895 (année 1950), 398 (année 1953) et 93 (année 1954).

124. — Proposition de résolution de M. Michel Debré invitant le Gouvernement à élever une statue de Gambella au rond-point de la Défense, p. 149.

125. — Proposition de résolution de M. Milh demandant l'exonération des prestations d'alcool vinique pour les viticulteurs produisant des vins d'appellation d'origine contrôlée à faible rendement, p. 150.

126. — Proposition de résolution de M. Alric tendant à inviter le Gouvernement à respecter les décisions du Parlement en ce qui concerne les mesures à prendre dans le cadre de la communauté européenne du charbon et de l'acier, p. 150.

127. — Proposition de loi de M. Auberger tendant à célébrer le millénaire du Bourbonnais, p. 150.

128. — Projet de loi tendant à ratifier le décret fixant le régime douanier de certains produits marocains importés en Afrique occidentale française, p. 151.

Voir: Assemblée nationale, nos 1794, 7235 (2^e législ.).

129. — Projet de loi réorganisant le registre du commerce au Cameroun, p. 151.

Voir: Assemblée nationale, nos 7142, 7774 (2^e législ.).

130. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux médecins et pharmaciens intégrés dans l'armée active sans concours du fait des événements de guerre, p. 152.

Voir: Assemblée nationale, nos 6328, 7760 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 295 (année 1953).

131. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à consacrer le dernier dimanche d'avril au souvenir des victimes de la déportation, p. 152.

Voir: Assemblée nationale, nos 7155, 7803 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 510 (année 1953).

132. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à étendre aux entreprises de transport certaines dispositions de la loi relative à l'organisation des services médicaux du travail, p. 152.

Voir: Assemblée nationale, nos 6381, 6963 (2^e législ.).

133. — Rapport de M. Armengaud sur la proposition de résolution relative aux répercussions du pool charbon-acier dans l'industrie charbonnière, p. 153.

Voir: Conseil de la République, n° 626 (année 1953).

134. — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi modifiant l'article 224 du code pénal, p. 156.

Voir: Assemblée nationale, nos 2239, 4511, 5485, 5865 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 44 (année 1954).

135. — Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la France et la principauté de Monaco pour l'octroi aux rentiers voyageurs monégasques de majorations de rentes viagères, p. 157.

Voir: Assemblée nationale, nos 6855, 7845 (2^e législ.).

136. — Projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la convention entre la France et l'Italie sur la sécurité sociale, signé le 28 décembre 1950, p. 157.

Voir: Assemblée nationale, nos 3767, 7223, 7966 (2^e législ.).

137. — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à abroger les décrets qui étatisent des entreprises publiques, p. 157.

Voir: Assemblée nationale, nos 6299, 6551 (2^e législ.).

- 138.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au remplacement des sièges vacants dans la représentation métropolitaine à l'Assemblée de l'Union française, p. 158.
Voir: Assemblée nationale, n°s 5386, 7979 (2^e législ.).
- 139.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients d'hôtels, p. 158.
Voir: Assemblée nationale, n°s 7605, 7688, 7808 (2^e législ.).
- 140.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires dans les départements d'outre-mer, p. 158.
Voir: Assemblée nationale, n°s 7172, 7198, 7286 (2^e législ.).
- 141.** — Proposition de résolution de M. Gabriel Teillier tendant à inviter le Gouvernement à aider les agriculteurs à réensemencer leurs emblavures détruites par les gelées, p. 158.
- 142.** — Rapport de M. de Maupeou sur le projet de loi relatif au bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles, p. 159.
Voir: Assemblée nationale, n°s 1919, 3160, 6609, 7099 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 113 (année 1954).
- 143.** — Rapport de M. Paul Chevallier sur le projet de loi tendant à autoriser la ratification de la convention franco-italienne relative aux gares internationales de Modane et Vintimille, p. 160.
Voir: Assemblée nationale, n°s 3650, 7079 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 16 (année 1954).
- 144.** — Rapport de M. Henri Barré sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention relative au service militaire conclue entre la France et la Grande-Bretagne, p. 160.
Voir: Assemblée nationale, n°s 1358, 7318 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 653 (année 1953).
- 145.** — Projet de loi relatif à la procédure de codification des textes concernant la mutualité, p. 160.
Voir: Assemblée nationale, n°s 6031, 7857 (2^e législ.).
- 146.** — Projet de loi tendant à modifier l'article 122 du code des pensions civiles et militaires de retraite, p. 161.
Voir: Assemblée nationale, n°s 5991, 6984, 7782 (2^e législ.).
- 147.** — Projet de loi tendant à abroger la loi relative à certaines conditions d'accès au diplôme d'Etat de docteur en médecine, p. 161.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4413, 7945 (2^e législ.).
- 148.** — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, concernant l'inéligibilité des suppléants rétribués des juges de paix aux élections municipales et cantonales, p. 161.
Voir: Assemblée nationale, n°s 1243, 7796 (2^e législ.).
- 149.** — Projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la convention entre la France et l'Italie sur la sécurité sociale, signé le 13 juin 1952, p. 161.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4721, 7222, 7967 (2^e législ.).
- 150.** — Proposition de résolution de M. Ramampy relative à la propriété autochtone à Madagascar, p. 162.
- 151.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la défense nationale et des forces armées, p. 162.
Voir: Assemblée nationale, n°s 7352, 7989, 8023, 8073, 8089 (2^e législ.).
- 152.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires du ministère de la France d'outre-mer, p. 172.
Voir: Assemblée nationale, n°s 7353, 7990, 8022 (2^e législ.).
- 153.** — Proposition de loi de M. Beauvais tendant à modifier la loi portant amnistie, p. 173.
- 154.** — Rapport de M. de Raincourt sur le projet de loi portant ratification du décret rétablissant les droits de douane sur certains œufs, p. 173.
Voir: Assemblée nationale, n°s 6845, 7336, 7471 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 36 (année 1954).
- 155.** — Rapport de M. Gaston Charlet sur la proposition de loi tendant à modifier la loi accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, p. 174.
Voir: Assemblée nationale, n°s 7605, 7688, 7808 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 139 (année 1954).
- 156.** — Proposition de loi de M. Jean Bertaud tendant à rétablir le droit pour certaines communes de demander la nomination d'un receveur municipal, p. 174.
- 157.** — Projet de loi tendant à introduire, dans le code d'instruction criminelle, un article relatif à la compétence en cas de pluralité de poursuites, p. 175.
Voir: Assemblée nationale, n°s 9086, 13183 (1^{re} législ.), 331 (2^e législ.).
- 158.** — Projet de loi relatif au déclassement de la Bayse, p. 165.
Voir: Assemblée nationale, n°s 4410, 6410, 7913 (2^e législ.).
- 159.** — Proposition de résolution de M. Restat relative à la garantie accordée aux cultures de tabac contre les avaries, p. 176.
- 160.** — Rapport de M. Jean Geoffroy sur le projet de loi tendant à modifier l'article 9 du code de la nationalité française, p. 176.
Voir: Assemblée nationale, n°s 1431, 4485, 5074, 5486 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 42 (année 1954).
- 161.** — Proposition de loi de M. Carcassonne tendant à modifier la loi instituant une allocation temporaire aux vieux, p. 176.
- 162.** — Proposition de loi de M. Carcassonne tendant à modifier la loi ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, p. 177.
- 163.** — Proposition de résolution de M. Martial Brousse demandant le maintien du prix du lait à la production, p. 177.
- 164.** — Proposition de résolution de M. Martial Brousse demandant les mesures nécessaires pour que le prix de vente des produits agricoles couvre les frais de production, p. 177.
- 165 et annexes.** — Rapport de M. Pierre Boudet sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la défense nationale, p. 177.
Voir: Assemblée nationale, n°s 7352, 7989, 8023, 8073, 8089 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 151 (année 1954).
- 166.** — Rapport de M. Bousch sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires du ministère de la France d'outre-mer, p. 222.
Voir: Assemblée nationale, n°s 7353, 7990, 8022 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 152 (année 1954).
- 167.** — Avis de la commission des affaires étrangères par M. Ernest Pezet sur le projet de loi tendant à modifier l'article 9 du code de la nationalité française, p. 225.
Voir: Assemblée nationale, n°s 1431, 4485, 5074, 5486 (2^e législ.); Conseil de la République, n°s 42, 160 (année 1954).
- 168.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir à l'expulsion de certains occupants, p. 226.
Voir: Assemblée nationale, n°s 7630, 7634, 7722, 7891, 8034 (2^e législ.).
- 169.** — Rapport de M. Tamzali Abdennour sur le projet de loi modifiant la loi portant organisation de la juridiction française en Tunisie, p. 226.
Voir: Assemblée nationale, n°s 3300, 5203, 6197, 7023 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 43 (année 1954).
- 170 et annexes.** — Avis de la commission de la défense nationale par M. Maroseili sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la défense nationale, p. 226.
Voir: Assemblée nationale, n°s 7352, 7989, 8023, 8073, 8089 (2^e législ.); Conseil de la République, n°s 151, 165 (année 1954).
- 171.** — Rapport d'information de M. Armengaud sur la situation de la communauté européenne du charbon et de l'acier, p. 232.
- 172.** — Projet de loi portant réforme fiscale, p. 248.
Voir: Assemblée nationale, n°s 7161, 7610, 8064 (2^e législ.).
- 173.** — Proposition de loi de M. Primet tendant à modifier la loi concernant les indemnités à accorder aux travailleurs du bâtiment en cas d'intempéries, p. 251.
- 174.** — Projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses imputables sur le budget des prestations familiales agricoles, p. 251.
Voir: Assemblée nationale, n°s 8183, 8185 (2^e législ.).
- 175.** — Rapport de M. Arouna N'Joya sur le projet de loi réorganisant le registre du commerce au Cameroun, p. 252.
Voir: Assemblée nationale, n°s 7172, 7774 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 129 (année 1954).
- 176.** — Proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre demandant le dépôt d'un projet de loi portant réforme hypothécaire, p. 253.
- 177.** — Avis de la commission de la défense nationale par M. Voyant sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la France d'outre-mer (dépenses militaires) pour l'exercice 1954, p. 253.
Voir: Assemblée nationale, n°s 7353, 7990, 8022 (2^e législ.); Conseil de la République, n°s 152, 166 (année 1954).
- 178.** — Avis de la commission de la France d'outre-mer par M. Razac sur le projet de loi relatif aux dépenses militaires du ministère de la France d'outre-mer pour l'exercice 1954, p. 253.
Voir: Assemblée nationale, n°s 7353, 7990, 8022 (2^e législ.); Conseil de la République, n°s 152, 166 et 177 (année 1954).
- 179.** — Rapport de M. Coudé du Foresto sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits provisoires applicables aux mois d'avril et mai 1954, au titre des dépenses des services civils imputables sur le budget annexe des prestations familiales agricoles, p. 254.
Voir: Assemblée nationale, n°s 8183, 8185 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 474 (année 1954).

180 et annexes. — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi portant réforme fiscale, p. 254.

Voir: Assemblée nationale, nos 7164, 7640, 8064 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 172 (année 1954).

181. — Rapport de M. Courrière sur le projet de loi relatif au crédit mutuel du bâtiment, p. 275.

Voir: Assemblée nationale, nos 7696, 7769, 7780 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 57 (année 1954).

182. — Proposition de résolution de M. Ramette relative au plein emploi de la main-d'œuvre agricole nationale, p. 277.

183. — Rapport de M. Delrieu sur le projet de loi relatif aux conseils de prud'hommes en Algérie, p. 277.

Voir: Assemblée nationale, nos 1931, 4152, 5955 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 106 (année 1954).

184. — Projet de loi autorisant la ratification de l'accord relatif aux privilèges et indemnités dont bénéficie l'organisation mondiale de la santé sur les territoires administrés par la France dans la région « Afrique », p. 279.

Voir: Assemblée nationale, nos 7211, 8068 (2^e législ.).

185. — Projet de loi autorisant la ratification de la convention 32, concernant la protection des dockers contre les accidents, p. 279.

Voir: Assemblée nationale, nos 3114, 5931, 6880 (2^e législ.).

186 (rectifié). — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, concernant l'ouverture d'un crédit complémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée nationale, p. 279.

Voir: Assemblée nationale, n° 8061 (2^e législ.).

187. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'éducation nationale, p. 230.

Voir: Assemblée nationale, nos 6754, 7112, 7207, 7328, 7365, 7466, 7878, 7908, 8193, 8209 (2^e législ.).

188. — Avis de la commission de la justice par M. Delalande sur le projet de loi relatif au crédit mutuel du bâtiment, p. 234.

Voir: Assemblée nationale, nos 7696, 7769, 7780 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 57, 181 (année 1954).

189. — Proposition de loi M. Jean Lacaze tendant à étendre les dispositions de la loi du 3 mai 1844 à la protection des quadrupèdes, p. 285.

190. — Proposition de loi de M. Pinton portant création d'une commission interparlementaire chargée d'étudier la simplification des formalités de frontières, p. 285.

191. — Rapport de M. Rivlière sur le projet de loi tendant à rendre applicable dans les territoires d'outre-mer la loi complétant les articles 639 et 640 du code d'instruction criminelle, p. 287.

Voir: Assemblée nationale, nos 1798, 2197 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 74 (année 1954).

192. — Rapport de M. Rivlière sur le projet de loi tendant à compléter les articles 381, 388, 392 et 393 du code d'instruction criminelle en Afrique occidentale française, p. 287.

Voir: Assemblée nationale, nos 6183, 8603 (1^{re} législ.), 1463, 4054, 4840 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 58 (année 1954).

193. — Rapport de M. Rivlière sur le projet de loi tendant à rendre applicables dans les territoires d'outre-mer les lois modifiant l'article 412 du code pénal, p. 288.

Voir: Assemblée nationale, nos 9159, 12659 (1^{re} législ.), 1464 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 59 (année 1954).

194. — Rapport de M. Rivlière sur le projet de loi relatif à l'extension dans les territoires d'outre-mer de la loi instituant un article 220 bis et modifiant l'article 434 du code pénal, p. 288.

Voir: Assemblée générale, nos 1797, 2199 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 60 (année 1954).

195. — Rapport de M. Barret sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, permettant de soumettre à un prélèvement de sang les hommes appartenant aux classes 1944 et 1945 qui n'ont pas accompli de service militaire, p. 289.

Voir: Assemblée nationale, nos 5003, 6122, 6474 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 108 (année 1954).

196. — Proposition de résolution de M. Dutoit tendant à inviter le Gouvernement à accorder les droits et avantages administratifs et légaux concédés aux fonctionnaires des services publics anciens combattants, déportés ou internés de la Résistance et anciens prisonniers de guerre par les lois du 14 avril 1944, du 6 août 1948 et du 20 septembre 1948 aux agents de la Société nationale des chemins de fer français et des réseaux secondaires en service ou retraités, p. 289.

197. — Proposition de résolution de M. Schwartz demandant de prendre pour base, pour l'application des lois d'organisation municipale, le total général de la population des communes, p. 290.

198. — Rapport de M. Lodéon sur la proposition de résolution demandant de prendre pour base, pour l'application des lois d'organisation municipale, le total général de la population des communes, p. 290.

Voir: Conseil de la République, n° 197 (année 1954).

199. — Proposition de loi de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à insérer un article 1116 bis au code général des impôts, p. 291.

200. — Rapport par M. Pontbriand sur la proposition de loi, déposée au Conseil de la République et adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à consacrer le dernier dimanche d'avril au souvenir des victimes de la déportation et morts dans les camps de concentration du troisième Reich au cours de la guerre 1939-1945, p. 291.

Voir: Assemblée nationale, nos 7155, 7803 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 510 (année 1953) et 131 (année 1954).

201. — Rapport d'information de M. Vourc'h sur la vadette gardes-pêches Administrateur-Guët, p. 292.

202. — Proposition de loi de M. Jean Boivin-Champeaux relative au renouvellement des baux à loyers d'immeubles à usage commercial, p. 296.

203 et annexes. — Rapport de M. Jacques Debû-Bridel sur le projet de loi relatif au développement des crédits du ministère de l'éducation nationale, p. 297.

Voir: Assemblée nationale, nos 6754, 7112, 7207, 7328, 7365, 7466, 7878, 7908, 8193, 8209, 8256 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 187 (année 1954).

204. — Avis de la commission de la justice par M. Gaston Charlet sur le projet de loi modifiant la loi portant organisation de la juridiction française en Tunisie, p. 339.

Voir: Assemblée nationale, nos 3360, 5203, 6197, 7023 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 43, 169 (année 1954).

205. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945, p. 340.

Voir: Assemblée nationale, nos 6186, 7991 (2^e législ.).

206. — Rapport de M. Georges Boulanger sur le projet de loi modifiant la loi portant réorganisation du contentieux de la sécurité sociale, p. 340.

Voir: Assemblée nationale, nos 6994, 7652 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 82 (année 1954).

207. — Rapport d'information de M. Rochereau fait à la suite de la mission effectuée aux Pays-Bas par une délégation de la commission des affaires économiques, p. 340.

208. — Rapport de M. Courrière sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, concernant l'ouverture d'un crédit complémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée nationale pour l'exercice 1954 (dépenses de congrès), p. 356.

Voir: Assemblée nationale, n° 8061 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 186 (année 1954).

209. — Avis de la commission de la justice, par M. Gaston Charlet, sur le projet de loi tendant à modifier les articles 381, 388, 392 et 393 du code d'instruction criminelle applicable en Afrique occidentale française, p. 356.

Voir: Assemblée nationale, nos 6183, 8603 (1^{re} législ.), 1463, 4054, 4840 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 58, 192 (année 1954).

210. — Avis de la commission de la justice par M. Gaston Charlet sur le projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les lois modifiant l'article 412 du code pénal, p. 356.

Voir: Assemblée nationale, nos 9159, 12659 (1^{re} législ.), 1464 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 59, 193 (année 1954).

211. — Avis de la commission de la justice par M. Gaston Charlet sur le projet de loi relatif à l'extension dans les territoires d'outre-mer de la loi instituant un article 320 bis et modifiant l'article 434 du code pénal, p. 356.

Voir: Assemblée nationale, nos 1797, 2199 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 60, 194 (année 1954).

212. — Avis de la commission de la justice par M. Gaston Charlet sur le projet de loi tendant à rendre applicable dans les territoires d'outre-mer la loi complétant les articles 639 et 640 du code d'instruction criminelle, p. 357.

Voir: Assemblée nationale, nos 1798, 2197 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 74, 191 (année 1954).

213. — Rapport de M. Robert Chevalier sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la France et la principauté de Monaco relatif à certaines majorations de rentes viagères, p. 357.

Voir: Assemblée nationale, nos 6055, 7845 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 135 (année 1954).

214. — Proposition de loi de M. Radius tendant à modifier la loi accordant des permissions spéciales aux soldats agriculteurs, p. 357.

215. — Projet de loi portant ouverture de crédits pour la commémoration du quarantième anniversaire de la bataille de la Marne et le dixième anniversaire de la Libération, p. 357.

Voir: Assemblée nationale, nos 8186, 8223 (2^e législ.).

216. — Rapport de M. François Ruin sur la proposition de loi tendant à étendre aux entreprises de transport l'article 1^{er} de la loi relative à l'organisation des services médicaux du travail, p. 358.

Voir: Assemblée nationale, nos 6381, 6963 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 132 (année 1954).

217. — Projet de loi autorisant la ratification d'un amendement de la constitution de l'organisation internationale du travail, p. 358.
Voir: Assemblée nationale, nos 7618, 8131 (2^e législ.).

218. — Projet de loi tendant à refuser l'homologation de la décision votée par l'assemblée algérienne relative à la situation des fonctionnaires anciens combattants, p. 358.
Voir: Assemblée nationale, nos 7606, 7692, 8045 (2^e législ.).

219. — Projet de loi complétant la loi édictant les mesures de contrôle des régimes de sécurité sociale en Algérie, p. 359.
Voir: Assemblée nationale, nos 7617, 8011 (2^e législ.).

220. — Projet de loi relatif à l'application dans les départements d'outre-mer de la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre, p. 359.
Voir: Assemblée nationale, nos 7713, 8135, 8237 (2^e législ.).

221. — Projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, p. 359.
Voir: Assemblée nationale, nos 7249, 7658, 8222 (2^e législ.).

222. — Projet de loi collectif de régularisation portant ouverture et annulation de crédits sur les exercices 1951 et 1952, p. 362.
Voir: Assemblée nationale, nos 6598, 8253 (2^e législ.).

223. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi relative au statut des combattants volontaires de la Résistance, p. 379.
Voir: Assemblée nationale, nos 6479, 8016 (2^e législ.).

224. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à refuser l'homologation de certaines dispositions de la décision votée par l'assemblée algérienne tendant à étendre aux étudiants d'Algérie le bénéfice de la sécurité sociale, p. 380.
Voir: Assemblée nationale, nos 6720, 8044 (2^e législ.).

225. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter la loi sur la prophylaxie des bovidés, p. 380.
Voir: Assemblée nationale, nos 4123, 4996, 7750 (2^e législ.).

226. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'acte dit loi relatif à la lutte contre l'hyphodermose des bovidés, p. 381.
Voir: Assemblée nationale, nos 7014, 7730, 8060 (2^e législ.).

227. — Proposition de résolution de M. de Bardonnèche invitant le Gouvernement à venir en aide aux habitants de Bruits et Sainte-Marie-de-Rosans, victimes de calamités publiques, p. 381.

228. — Proposition de loi de M. de Raincourt tendant à modifier la loi concernant la visite des carniers, p. 381.

229. — Avis de la commission de l'éducation nationale par M. Canivez sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'éducation nationale pour 1954, p. 381.
Voir: Assemblée nationale, nos 7878, 7908, 8193, 8209, 8256, 8339 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 187, 203 (année 1954).

230. — Rapport de M. Chapalain sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits pour la commémoration du quarantième anniversaire de la bataille de la Marne et du dixième anniversaire de la libération du territoire, p. 382.
Voir: Assemblée nationale, nos 8186, 8223 (2^e législ.); Conseil de la République, no 215 (année 1954).

231. — Rapport de M. de Montullé sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 1^{er}, deuxième paragraphe, de la loi no 49-118 du 25 mars 1949, relative au statut et aux droits des combattants volontaires de la Résistance, p. 382.
Voir: Assemblée nationale, nos 6479, 8016 (2^e législ.); Conseil de la République, no 223 (année 1954).

232. — Projet de loi portant création d'une troisième chambre au tribunal de première instance de Bida, p. 382.
Voir: Assemblée nationale, nos 6159, 8113 (2^e législ.).

233. — Projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget général de Madagascar pour les exercices 1949 à 1951, p. 382.
Voir: Assemblée nationale, nos 7694, 8216 (2^e législ.).

234. — Projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français, p. 382.
Voir: Assemblée nationale, nos 11618, 13154 (1^{re} législ.), 497, 2384, 2768, 2925, 7792, 8248 (2^e législ.).

235. — Projet de loi conférant l'autonomie administrative et financière aux Terres australes et antarctiques françaises, p. 383.
Voir: Assemblée nationale, nos 1203, 2575, 6378, 8249 (2^e législ.).

236. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi sur les récidivistes, p. 384.
Voir: Assemblée nationale, nos 5217, 8150 (2^e législ.).

237. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux services militaires accomplis par les étrangers antérieurement à l'acquisition de la nationalité française, p. 384.
Voir: Assemblée nationale, nos 4447, 8094 (2^e législ.).

238. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi relative à l'élection des conseillers de la République, p. 384.
Voir: Assemblée nationale, nos 6736, 8081 (2^e législ.).

239. — Proposition de loi de M. Verdeille tendant à autoriser la « chasse au vol », p. 384.

240. — Proposition de loi de M. Rabouin tendant à interdire le droit de chasse dans les réserves, p. 385.

241. — Proposition de résolution de M. Jean Bertaud relative au rétablissement du droit, pour certaines communes, de demander la nomination d'un receveur municipal spécial, p. 385.

242. — Proposition de résolution de M. Cornat tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant ouverture de crédits pour remédier à la situation créée par la rupture des digues de la baie des Veys (Manche) et éviter l'immersion vraisemblable de toute une région, p. 386.

243. — Proposition de résolution de M. Bousch demandant une majoration des prestations servies par la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines, p. 386.

244. — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi tendant à introduire, dans le code d'instruction criminelle, un article 552 bis relatif à la compétence en cas de pluralité de poursuites, p. 387.
Voir: Assemblée nationale, nos 9086, 13183 (1^{re} législ.), 331 (2^e législ.); Conseil de la République, no 157 (année 1954).

245. — Rapport de M. Symphor sur le projet de loi étendant le régime des assurances sociales aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, p. 387.
Voir: Assemblée nationale, nos 1803, 5262 (2^e législ.); Conseil de la République, no 37 (année 1954).

246. — Rapport de M. Jean Boivin-Champeaux sur la proposition de loi tendant à rendre à l'habitation les pièces isolées louées accessoirement à un appartement, p. 397.
Voir: Assemblée nationale, no 488, 7951 (2^e législ.); Conseil de la République, no 112 (année 1954).

247. — Rapport de Mme Marcelle Devaud sur le projet de loi tendant à modifier l'article 60 du livre II du code du travail, p. 398.
Voir: Assemblée nationale, nos 7205, 7733 (2^e législ.); Conseil de la République, no 107 (année 1954).

248. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la convention entre la France et l'Italie sur la sécurité sociale, signé le 28 décembre 1950, p. 398.
Voir: Assemblée nationale, nos 3767, 7223, 7966 (2^e législ.); Conseil de la République, no 136 (année 1954).

249. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant la mutualité, p. 399.
Voir: Assemblée nationale, no 6031, 7857 (2^e législ.); Conseil de la République, no 145 (année 1954).

250. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la convention entre la France et l'Allemagne sur la sécurité sociale, signé le 13 juin 1952, p. 399.
Voir: Assemblée nationale, nos 4721, 7222, 7967 (2^e législ.); Conseil de la République, no 149 (année 1954).

251. — Rapport de M. Denvers sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention concernant la protection des dockers contre les accidents, p. 399.
Voir: Assemblée nationale, nos 3414, 5931, 6880 (2^e législ.); Conseil de la République, no 185 (année 1954).

252. — Proposition de loi de M. Deutschmann tendant à modifier le décret sur la responsabilité des comptables, p. 399.

253. — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret fixant le régime douanier de certains produits marocains en Afrique occidentale française, p. 400.
Voir: Assemblée nationale, nos 1794, 7235 (2^e législ.); Conseil de la République, no 128 (année 1954).

254. — Rapport de M. Coupigny sur la proposition de loi relative aux conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires dans les départements et territoires d'outre-mer, p. 400.
Voir: Assemblée nationale, nos 7172, 7193, 7286, 7770 (2^e législ.); Conseil de la République, no 140 (année 1954).

255. — Rapport de M. Julien Brunhes sur la proposition de résolution relative à l'achèvement du canal du Nord au gabarit actuel, p. 401.
Voir: Conseil de la République, no 34 (année 1954).

256. — Projet de loi tendant à ratifier le décret rejetant une délimitation de l'assemblée représentative de Madagascar relative à la réglementation douanière des entrepôts des huiles minérales, p. 402.
Voir: Assemblée nationale, nos 684, 8026 (2^e législ.).

257. — Projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération de l'assemblée représentative de Madagascar concernant la réglementation douanière, p. 402.
Voir: Assemblée nationale, nos 2685, 8027 (2^e législ.).

- 258.** — Projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les mines, minières et carrières, p. 403.
Voir: Assemblée nationale, nos 6551, 8182 (2^e législ.).
- 259.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'acte dit loi relatif aux sociétés anonymes, p. 403.
Voir: Assemblée nationale, nos 5280, 8137 (2^e législ.).
- 260.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à subventionner l'achèvement du monument élevé à Cerdon à la mémoire des maquisards, p. 403.
Voir: Assemblée nationale, nos 213, 8282 (2^e législ.).
- 261.** — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, p. 403.
Voir: Assemblée nationale, nos 7249, 7658, 8222 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 221 (année 1954).
- 262.** — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur les exercices 1951 et 1952 (collectif de régularisation), p. 406.
Voir: Assemblée nationale, nos 6598, 8253 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 222 (année 1954).
- 263.** — Rapport de M. Vourch sur le projet de loi tendant à abroger la loi relative à certaines conditions d'accès au diplôme d'Etat de docteur en médecine, de chirurgien dentiste et de pharmacien, p. 425.
Voir: Assemblée nationale, nos 4413, 7945 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 147 (année 1954).
- 264.** — Rapport de M. Denvers sur la proposition de résolution relative à l'octroi d'un secours aux marins-pêcheurs réduits au chômage par suite des intempéries, p. 426.
Voir: Conseil de la République, n° 21 (année 1954).
- 265.** — Rapport de M. Coupigny sur la proposition de loi relative aux médecins et pharmaciens intégrés dans l'armée active sans concours, p. 426.
Voir: Assemblée nationale, nos 6328, 7760 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 285 (année 1953) et 130 (année 1954).
- 266.** — Proposition de loi de M. Paumelle tendant à modifier l'article 33 de la loi sur l'organisation municipale, p. 426.
- 267.** — Avis de la commission de la France d'outre-mer par M. Marius Moutet sur la proposition de loi relative aux conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires dans les territoires d'outre-mer, p. 427.
Voir: Assemblée nationale, nos 7172, 7198, 7286, 7770 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 140, 254 (année 1954).
- 268.** — Proposition de loi de M. Jozeau-Marigné relative aux indemnités accordées aux titulaires de certaines fonctions municipales et départementales, p. 428.
- 269.** — Proposition de loi de M. Paumelle tendant à modifier l'article 80 de la loi sur l'organisation municipale, p. 428.
- 270.** — Projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant deux délibérations prises par le grand conseil de l'Afrique occidentale française relatives au tarif des droits de douane, p. 429.
Voir: Assemblée nationale, nos 1070, 8322 (2^e législ.).
- 271.** — Projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération prise par le conseil d'administration du Cameroun à l'effet de modifier l'article 90 du décret du 17 février 1921, p. 429.
Voir: Assemblée nationale, nos 3380, 8324 (2^e législ.).
- 272.** — Projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération prise par le grand conseil de l'Afrique occidentale française relative au régime de l'admission temporaire des sucres, p. 429.
Voir: Assemblée nationale, nos 3382, 8325 (2^e législ.).
- 273.** — Projet de loi ratifiant le décret approuvant une délibération du conseil général de Saint-Pierre et Miquelon exemptant la viande de la surtaxe *ad valorem*, p. 430.
Voir: Assemblée nationale, nos 3384, 8326 (2^e législ.).
- 274.** — Projet de loi ratifiant le décret approuvant une délibération prise par le grand conseil de l'Afrique équatoriale française tendant à modifier l'article 159 du code des douanes, p. 430.
Voir: Assemblée nationale, nos 3391, 8327 (2^e législ.).
- 275.** — Projet de loi tendant à ratifier le décret modifiant la nomenclature des produits repris au tarif douanier spécial à l'Algérie, p. 430.
Voir: Assemblée nationale, nos 3399, 8328 (2^e législ.).
- 276.** — Projet de loi ratifiant la délibération du grand conseil de l'Afrique occidentale française tendant à créer le régime de l'entrepôt spécial des vins, p. 430.
Voir: Assemblée nationale, n° 3410, 8329 (2^e législ.).
- 277.** — Projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération prise par le conseil général de Saint-Pierre et Miquelon tendant à modifier le tarif des droits de douane, p. 431.
Voir: Assemblée nationale, nos 3415, 8330 (2^e législ.).

- 278.** — Projet de loi tendant au regroupement des dates des élections, p. 431.
Voir: Assemblée nationale, nos 7630, 8111 (2^e législ.).
- 279.** — Proposition de résolution de M. Rotinat tendant à la création d'une commission de coordination pour les affaires d'Indochine, p. 431.
- 280.** — Rapport de M. Ruin sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier l'amendement de la constitution de l'organisation internationale du travail, adopté par la 36^e session de la conférence internationale du travail, p. 431.
Voir: Assemblée nationale, n° 7618, 8131 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 217 (année 1954).
- 281.** — Projet de loi modifiant la loi fixant la représentation du cadre local d'Alsace et de Lorraine au conseil académique, p. 432.
Voir: Assemblée nationale, nos 6958, 8401 (2^e législ.).
- 282.** — Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale des télécommunications, p. 432.
Voir: Assemblée nationale, nos 8040, 8333 (2^e législ.).
- 283.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 12 du code du vin, p. 432.
Voir: Assemblée nationale, nos 7679, 8230 (2^e législ.).
- 284.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à remettre en vigueur, en ce qui concerne les baux à loyer portant sur un fonds de commerce, le décret permettant d'introduire une action en révision du prix du loyer, modifié par le jeu d'une clause d'échelle mobile, p. 432.
Voir: Assemblée nationale, nos 7285, 7956, 8394 (2^e législ.).
- 285.** — Proposition de résolution de M. Le Basser tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi substituant, pour les élections municipales, à la loi actuelle, les modalités électorales de la loi du 5 avril 1884, p. 433.
- 286.** — Rapport supplémentaire de M. François Ruin sur la proposition de loi tendant à étendre aux entreprises de transport les dispositions de la loi relative à l'organisation des services médicaux du travail, p. 433.
Voir: Assemblée nationale, nos 6384, 6963 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 132, 216 (année 1954).
- 287.** — Rapport de M. Marcel Rupied sur la proposition de loi tendant à modifier la loi relative à la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945, p. 433.
Voir: Assemblée nationale, nos 6186, 7981 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 205 (année 1954).
- 288.** — Rapport de M. Jean Geoffroy sur la proposition de loi tendant à permettre de compléter le nombre des avoués nécessaires à la représentation des parties ayant un intérêt distinct, p. 434.
Voir: Assemblée nationale, nos 1701, 4542, 5488 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 109 (année 1954).
- 289.** — Rapport de M. Gilbert-Jules sur la proposition de résolution tendant à la création, en vertu de l'article 14, alinéa 3, du règlement, d'une commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les affaires d'Indochine, p. 434.
Voir: Conseil de la République, n° 279 (année 1954).
- 290.** — Rapport de M. Naveau sur la proposition de résolution demandant un droit de priorité pour les expropriés de biens ruraux en cas de mise en vente desdits biens, p. 434.
Voir: Conseil de la République, n° 102 (année 1953).
- 291.** — Proposition de résolution de M. Michel Debré relative à la publication d'un « accord de principe sur le contrôle démocratique des communautés européennes », p. 435.
- 292.** — Rapport de M. Chazette sur le projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français, p. 437.
Voir: Assemblée nationale, nos 11618, 13154, 13155 (1^{re} législ.); 457, 2384, 2768, 2925, 7792, 8248 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 234 (année 1954).
- 293.** — Proposition de résolution de M. Jules Castellani relative à la situation des fonctionnaires appartenant aux cadres supérieurs de l'agriculture dans les T. O. M., p. 438.
- 294.** — Rapport de M. de Menditte sur le projet de loi relatif au déclassement de la Bayse, p. 439.
Voir: Assemblée nationale, nos 4410, 6410, 7913 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 158 (année 1954).
- 295.** — Rapport de M. Robert Le Guyon sur la proposition de loi relative au remplacement des sièges devenus vacants dans la représentation métropolitaine à l'Assemblée de l'Union française, p. 439.
Voir: Assemblée nationale, nos 5336, 7979 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 138 (année 1954).
- 296.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à valider les services accomplis par les Français dans les armées alliées, p. 439.
Voir: Assemblée nationale, nos 2651, 7836, 8442 (2^e législ.).

297. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à établir la parité au sein des conseils généraux des départements algériens entre la représentation des deux collèges, p. 410.
Voir: Assemblée nationale, nos 835, 3559, 4849, 8310 (2^e législ.).

298. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi portant transfert et dévolution de biens d'entreprises de presse, p. 440.
Voir: Assemblée nationale, nos 2398, 3053, 7949 (2^e législ.).

299. — Projet de loi tendant à compléter, en ce qui concerne la Guyane, le code de la nationalité française, p. 443.
Voir: Assemblée nationale, nos 6134, 7689, 8436, 8455 (2^e législ.).

300. — Projet de loi autorisant le ministre des finances à rembourser aux porteurs de titres néerlandais une partie des versements effectués par les intéressés au titre de la taxe de validation, p. 443.
Voir: Assemblée nationale, nos 6714, 8468 (2^e législ.).

301. — Projet de loi autorisant la cession à l'Etat par la ville de Paris d'une parcelle du bois de Vincennes en vue de la construction d'un lycée de jeunes filles, p. 441.
Voir: Assemblée nationale, nos 8181, 8380 (2^e législ.).

302. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant l'article 47 du livre 1^{er} du code du travail afin d'instituer un privilège en faveur des caisses de congé, p. 441.
Voir: Assemblée nationale, nos 4638, 8400 (2^e législ.).

303. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 55 du code civil, p. 441.
Voir: Assemblée nationale, nos 2763, 3013, 4371, 4463, 5591, 6176, 8092, 8419 (2^e législ.).

304. — Rapport de M. Gilbert-Jules sur la proposition de loi tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir à l'expulsion de certains occupants, p. 444.
Voir: Assemblée nationale, nos 7680, 7684, 7722, 7891, 8034 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 168 (année 1954).

305. — Rapport de M. Saller sur le projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget de Madagascar pour les exercices 1949 à 1951, p. 447.
Voir: Assemblée nationale, nos 7694, 8216 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 233 (année 1954).

306. — Projet de loi portant ouverture de crédits provisoires imputables sur le budget des prestations familiales agricoles, p. 448.
Voir: Assemblée nationale, n° 8553 (2^e législ.).

307. — Rapport de M. Litaise sur la proposition de loi tendant à subventionner l'achèvement du monument élevé à Cerdon à la mémoire des maquisards, p. 448.
Voir: Assemblée nationale, nos 243, 8282 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 260 (année 1954).

308. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les articles 68, 1037 et 1039 du code de procédure civile, p. 449.
Voir: Assemblée nationale, nos 1245, 8082, 8454 (2^e législ.).

309. — Proposition de résolution de M. Brettes tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de la Gironde victimes de gelées printanières et d'orages, p. 449.

310. — Rapport de M. Deutschmann sur la proposition de résolution relative à la responsabilité personnelle pécuniaire des comptables communaux, p. 450.
Voir: Conseil de la République, n° 382 (année 1953).

311. — Rapport de M. Enjalbert sur le projet de loi tendant à refuser l'homologation d'une décision de l'assemblée algérienne relative à la situation des fonctionnaires anciens combattants, p. 450.
Voir: Assemblée nationale, nos 7606, 7692, 8045 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 218 (année 1954).

312. — Rapport de M. Enjalbert sur la proposition de loi tendant à refuser l'homologation de certaines dispositions d'une décision de l'assemblée algérienne tendant à étendre aux étudiants le bénéfice de la sécurité sociale, p. 451.
Voir: Assemblée nationale, nos 6720, 8044 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 224 (année 1954).

313. — Rapport de M. Enjalbert sur le projet de loi portant création d'une troisième chambre au tribunal de première instance de Blida, p. 451.
Voir: Assemblée nationale, nos 6159, 8113 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 232 (année 1954).

314. — Rapport de M. Restat sur la proposition de loi relative aux services militaires accomplis par les étrangers antérieurement à l'acquisition de la nationalité française, p. 451.
Voir: Assemblée nationale, nos 4417, 8094 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 237 (année 1954).

315. — Proposition de résolution de M. Chazette tendant à inviter le Gouvernement à créer des propositions hors concours dans la Légion d'honneur au profit des combattants de la guerre 1914-1918, p. 452.

316. — Proposition de résolution de M. Méric relative aux moyens financiers des « communes-dortoirs », p. 452.

317. — Rapport de M. Michel Debré sur la proposition de loi concernant l'inéligibilité des suppléants rétribués des juges de paix aux élections municipales et cantonales, p. 452.
Voir: Assemblée nationale, nos 1243, 7796 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 148 (année 1954).

318. — Rapport de M. Clerc sur le projet de loi tendant à modifier l'article 122 du code des pensions, p. 453.
Voir: Assemblée nationale, nos 5991, 6984, 7782 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 146 (année 1954).

319. — Rapport de M. Coudé du Foresto sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de juin 1954, au titre des dépenses des services civils imputables sur le budget annexe des prestations familiales agricoles, p. 453.
Voir: Assemblée nationale, n° 8553 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 306 (année 1954).

320. — Proposition de résolution de M. Jean Durand tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs victimes des calamités atmosphériques par une ristourne de la taxe unique, p. 453.

321. — Rapport de M. Deutschmann sur la proposition de résolution relative au rétablissement du droit pour certaines communes de demander la nomination d'un receveur municipal spécial, p. 453.
Voir: Conseil de la République, n° 241 (année 1954).

322. — Avis de la commission des finances par M. Albert Lamarque sur le projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français, p. 454.
Voir: Assemblée nationale, nos 11618, 13154 (1^{re} législ.); 497, 2284, 2768, 2925, 7792, 8248 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 234, 292 (année 1954).

323. — Projet de loi modifiant la loi relative au recrutement de l'armée de mer, p. 454.
Voir: Assemblée nationale, nos 7925, 8460, 8570 (2^e législ.).

324. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux conditions d'âge exigées pour l'électorat aux chambres d'agriculture, p. 455.
Voir: Assemblée nationale, nos 7459, 8452 (2^e législ.).

325. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à fixer le régime législatif de l'Algérie en ce qui concerne l'exercice de la pharmacie, p. 455.
Voir: Assemblée nationale, nos 7820, 8341 (2^e législ.).

326. — Proposition de résolution de M. Méric relative au régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées, p. 455.

327. — Avis de la commission des moyens de communication par M. Jean Bertaud sur le projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français, p. 456.
Voir: Assemblée nationale, nos 11618, 13154, 13155 (1^{re} législ.); 497, 2334, 2768, 2925, 7792, 8248 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 234, 292, 322 (année 1954).

328. — Rapport de M. Monsarrat sur la proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi sur la prophylaxie des bovidés, p. 457.
Voir: Assemblée nationale, nos 4123, 4996, 7750 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 225 (année 1954).

329. — Rapport de M. Bialarana sur la proposition de loi relative à la lutte contre l'hypodermose des bovidés, p. 459.
Voir: Assemblée nationale, nos 7014, 7730, 8060 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 226 (année 1954).

330. — Rapport de M. Vauthier sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi sur les récidivistes, p. 459.
Voir: Assemblée nationale, nos 5217, 8150 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 236 (année 1954).

331. — Rapport de M. Marcel Molle sur la proposition de loi tendant à modifier l'acte dit loi relative aux sociétés anonymes, p. 459.
Voir: Assemblée nationale, nos 5280, 8137 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 259 (année 1954).

332. — Avis de la commission du travail par Mme Devaud sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à refuser l'homologation de certaines dispositions du premier alinéa de l'article 2 de la décision n° 53-A-9 votée par l'assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1953 tendant à étendre aux étudiants d'Algérie le bénéfice de la sécurité sociale, et à modifier le premier alinéa de l'article 2 de ladite décision, p. 460.
Voir: Assemblée nationale, nos 6720, 8044 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 224, 312 (année 1954).

333. — Rapport de M. Pellenc sur la proposition de résolution tendant à compléter l'article 20 du règlement, p. 460.
Voir: Conseil de la République, n° 305 (année 1953).

- 334.** — Rapport supplémentaire de M. Vourc'h sur le projet de loi tendant à abroger la loi relative à certaines conditions d'accès au diplôme d'Etat de docteur en médecine, de chirurgien dentiste et de pharmacien, p. 461.
Voir: Assemblée nationale, nos 4413, 7945 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 147, 263 (année 1954).
- 335.** — Proposition de résolution de M. Ramarony relative à la réorganisation administrative de Madagascar, p. 461.
- 336.** — Rapport de M. Naveau sur la proposition de loi tendant à abroger les décrets qui étatisent des entreprises publiques, p. 461.
Voir: Assemblée nationale, nos 6299, 6551 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 437 (année 1954).
- 337.** — Projet de loi tendant à autoriser la ratification de la convention signée entre la France et la Norvège pour éviter les doubles impositions, p. 467.
Voir: Assemblée nationale, nos 7866, 8548 (2^e législ.).
- 338.** — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à la réorganisation des services des œuvres sociales en faveur des étudiants, p. 468.
Voir: Assemblée nationale, n^o 1923, 3262, 6077, 7098 (2^e législ.).
- 339.** — Projet de loi modifiant le décret organique du 2 février 1852 sur les élections, p. 469.
Voir: Assemblée nationale, nos 365, 2119, 3570 (2^e législ.).
- 340.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à réserver les droits de certaines veuves de pensionnés en cas d'existence d'enfants mineurs d'un premier lit, p. 469.
Voir: Assemblée nationale, nos 5292, 5911, 7033 (2^e législ.).
- 341.** — Proposition de résolution de M. Méric relative à la réforme des lois d'assistance, p. 469.
- 342.** — Proposition de résolution de M. Chazette relative à l'extension du bénéfice de la dispense des obligations du service militaire actif à certaines catégories de travailleurs, p. 470.
- 343.** — Rapport de M. Marilhac sur la proposition de loi tendant à interdire la photographie, la radiodiffusion et la télévision des débats judiciaires, p. 470.
Voir: Assemblée nationale, nos 5353, 7728 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 110 (année 1954).
- 344.** — Rapport de M. Maurice Walker sur la proposition de loi tendant à fixer le statut des gérants de société au regard de la législation de sécurité sociale, p. 471.
Voir: Assemblée nationale, nos 10432, 12505 (1^{re} législ.); 836, 2474, 7798 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 111 (année 1954).
- 345.** — Proposition de résolution de M. Chochoy relative à l'établissement d'un plan quinquennal de la construction au titre des habitations à loyer modéré, p. 474.
- 346.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à proroger la loi maintenant dans les lieux les locataires dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane, p. 475.
Voir: Assemblée nationale, n^o 8691, 8704 (2^e législ.).
- 347.** — Rapport de M. Georges Maurice sur la proposition de loi tendant à modifier la loi portant transfert et dissolution de biens d'entreprises de presse, p. 475.
Voir: Assemblée nationale, nos 2398, 3053, 7919 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 298 (année 1954).
- 348.** — Proposition de loi de Mme Marcelle Devaud tendant à accorder à certaines femmes fonctionnaires, titulaires d'une pension proportionnelle, la possibilité d'obtenir leur réintégration, p. 484.
- 349.** — Proposition de loi de Mme Marcelle Devaud tendant à modifier la loi relative aux conventions collectives, p. 484.
- 350.** — Rapport de M. Augarde sur le projet de loi relatif à l'application dans les départements d'outre-mer de la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre, p. 486.
Voir: Assemblée nationale, nos 7713, 8135, 8237 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 220 (année 1954).
- 351.** — Projet de loi tendant à autoriser la ratification du *modus vivendi* commercial signé entre la France et le Venezuela, p. 487.
Voir: Assemblée nationale, nos 7670, 8431 (2^e législ.).
- 352.** — Projet de loi autorisant la ratification du traité de commerce signé entre la France et le Salvador, p. 487.
Voir: Assemblée nationale, nos 7671, 8482 (2^e législ.).
- 353.** — Projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de juillet 1954, au titre du budget annexe des prestations familiales agricoles, p. 487.
Voir: Assemblée nationale, nos 8724, 8727 (année 1954).
- 354.** — Avis de la commission de la presse par M. Léo Hamon sur la proposition de loi tendant à interdire la photographie, la radiodiffusion et la télévision des débats judiciaires, p. 487.
Voir: Assemblée nationale, nos 5353, 7728 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 110 et 343 (année 1954).
- 355.** — Avis de la production industrielle par M. Henri Cornat sur la proposition de loi tendant à abroger les décrets qui étatisent des entreprises publiques, p. 488.
Voir: Assemblée nationale, nos 6293, 6551 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 137, 346 (année 1954).
- 356.** — Rapport de M. Enjalbert sur le projet de loi tendant à ratifier le décret modifiant la nomenclature des produits repris au tarif douanier spécial à l'Algérie, p. 489.
Voir: Assemblée nationale, nos 3399, 8328 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 275 (année 1954).
- 357.** — Projet de loi autorisant la ratification du traité de commerce signé entre la France et la République de Costa-Rica, p. 490.
Voir: Assemblée nationale, nos 7672, 8433 (2^e législ.).
- 358.** — Projet de loi réglementant l'exercice de la pêche maritime dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion, p. 490.
Voir: Assemblée nationale, nos 6032, 8462 (2^e législ.).
- 359.** — Proposition de loi de M. Beauvais tendant à modifier la loi réglementant la monte des laureaux, p. 490.
- 360.** — Proposition de résolution de M. Gaston Monnerville relative à la rémunération des greffiers des justices de paix et des tribunaux de simple police, p. 491.
- 361.** — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret rejetant une délibération de l'assemblée représentative de Madagascar relative à la réglementation douanière des entrepôts des mines minérales, p. 491.
Voir: Assemblée nationale, nos 2634, 8026 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 256 (année 1954).
- 362.** — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération de l'assemblée représentative de Madagascar concernant la réglementation douanière, p. 491.
Voir: Assemblée nationale, nos 2635, 8027 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 257 (année 1954).
- 363.** — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant deux délibérations prises par le grand conseil de l'Afrique occidentale française relatives au tarif des droits de douane, p. 492.
Voir: Assemblée nationale, nos 1070, 8222 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 270 (année 1954).
- 364.** — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération prise par le conseil d'administration du Cameroun à l'effet de modifier l'article 90 du décret du 17 février 1921, p. 492.
Voir: Assemblée nationale, nos 3280, 8221 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 271 (année 1954).
- 365.** — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération prise par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française relative au régime de l'admission temporaire des sucres, p. 492.
Voir: Assemblée nationale, nos 3482, 8325 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 272 (année 1954).
- 366.** — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi ratifiant le décret approuvant une délibération du conseil général de Saint-Pierre et Miquelon exemptant la viande de la surtaxe *ad valorem*, p. 492.
Voir: Assemblée nationale, n^o 3384, 8326 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 273 (année 1954).
- 367.** — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi ratifiant le décret approuvant une délibération prise par le grand conseil de l'Afrique équatoriale française tendant à modifier l'article 159 du code des douanes, p. 493.
Voir: Assemblée nationale, nos 3391, 8327 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 274 (année 1954).
- 368.** — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi ratifiant la délibération du grand conseil de l'Afrique occidentale française tendant à créer le régime de l'entrepôt spécial des vins, p. 493.
Voir: Assemblée nationale, nos 3410, 8329 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 270 (année 1954).
- 369.** — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération prise par le conseil général de Saint-Pierre et Miquelon tendant à modifier le tarif des droits de douane, p. 493.
Voir: Assemblée nationale, nos 3415, 8330 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 277 (année 1954).
- 370.** — Proposition de résolution de M. Restat relative à la remise en vigueur des dispositions de l'article 136 de la loi de finances de 1933, p. 493.
- 371.** — Rapport par M. Coudé du Foresto sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de juillet 1954, au titre du budget annexe des prestations familiales agricoles, p. 494.
Voir: Assemblée nationale, nos 8724, 8727 (2^e législ.); Conseil de la République, n^o 353 (année 1954).

372. — Rapport de M. Schwarz sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 8 de la loi relative à l'élection des conseillers de la République, p. 494.

Voir: Assemblée nationale, nos 6736, 8031 (2^e législ.); Conseil de la République, no 238 (année 1954).

373. — Rapport de M. Vauthier sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à proroger la loi no 48-1977 du 31 décembre 1948 maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et fixant le prix des loyers applicables, p. 494.

Voir: Assemblée nationale, nos 8694, 8704 (2^e législ.); Conseil de la République, no 346 (année 1954).

374. — Rapport de M. Léo Hamon sur le projet de loi autorisant la cession d'une parcelle du Bois de Vincennes en vue de la construction d'un lycée de jeunes filles, p. 494.

Voir: Assemblée nationale, nos 8434, 8380 (2^e législ.); Conseil de la République, no 301 (année 1954).

375. — Rapport de Mme Devaud sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, complétant la loi no 52-1403 du 30 décembre 1952 édictant les mesures de contrôle, les règles des contentieux et les pénalités des régimes de sécurité sociale, de mutualité sociale agricole et des accidents du travail en Algérie, p. 495.

Voir: Assemblée nationale, nos 7617, 8011 (2^e législ.); Conseil de la République, no 219 (année 1954).

376. — Avis de la commission de la justice par M. Marcihacy sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à fixer le statut des gérants de société au regard de la législation de sécurité sociale, p. 495.

Voir: Assemblée nationale, nos 10432, 12505 (1^{re} législ.); 836, 2424, 7798 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 111, 344 (année 1954).

377. — Rapport de M. Raymond Pinchard sur le projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les mines, minières et carrières, p. 495.

Voir: Assemblée nationale, nos 6554, 8482 (2^e législ.); Conseil de la République, no 258 (année 1954).

378. — Avis de la commission des finances par M. Coudé du Foresto sur la proposition de loi tendant à abroger les décrets qui établissent des entreprises publiques, p. 498.

Voir: Assemblée nationale, nos 6299, 6551 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 137, 336, 355 (année 1954).

379. — Rapport de M. Bousch sur la proposition de résolution demandant une majoration des prestations servies par la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines, p. 498.

Voir: Conseil de la République, no 243 (année 1954).

380. — Projet de loi tendant à ouvrir, au titre des dépenses d'équipement imputables sur le budget des postes, télégraphes et téléphones, des autorisations de programme et des crédits de paiement, p. 501.

Voir: Assemblée nationale, nos 8558, 8638 (2^e législ.).

381. — Projet de loi tendant à autoriser la ratification des conventions internationales concernant le transport des voyageurs et des marchandises par chemin de fer, p. 501.

Voir: Assemblée nationale, nos 8187, 8532 (2^e législ.).

382. — Projet de loi autorisant la ratification de l'accord international sur le sucre, p. 502.

Voir: Assemblée nationale, nos 7228, 8640 (2^e législ.).

383. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 5 de la loi contenant organisation du notariat, p. 502.

Voir: Assemblée nationale, nos 2714, 8554 (2^e législ.).

384. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à accorder à tous les éneclés de guerre un supplément d'invalidité de 10 p. 100 pour dégradation, p. 502.

Voir: Assemblée nationale, nos 6428, 7457, 8443 (2^e législ.).

385. — Projet de loi portant règlement du budget de l'exercice 1947, p. 502.

Voir: Assemblée nationale, nos 7377, 8661 (2^e législ.).

386. — Projet de loi tendant à modifier la loi relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, p. 509.

Voir: Assemblée nationale, nos 8039, 8544 (2^e législ.).

387. — Rapport de M. Raymond Bonnefous sur la proposition de loi tendant à établir la parité au sein des conseil généraux algériens entre les représentations des deux collèges, p. 509.

Voir: Assemblée nationale, nos 835, 3559, 8340 (2^e législ.); Conseil de la République, no 297 (année 1954).

388. — Rapport de M. Michel Debré sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord signé avec l'organisation mondiale de la santé en vue de déterminer les privilèges de l'organisation sur les territoires de la région « Afrique », p. 510.

Voir: Assemblée nationale, no 7211, 8068 (2^e législ.); Conseil de la République, no 434 (année 1954).

389. — Rapport de M. Jules Castellani sur le projet de loi conférant l'autonomie administrative et financière aux terres australes, p. 511.

Voir: Assemblée nationale, nos 1203, 2575, 6378, 8219 (2^e législ.); Conseil de la République, no 235 (année 1954).

390. — Rapport supplémentaire par M. Naroux sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à abroger les décrets du 11 mai 1953 qui établissent des entreprises publiques et portent atteinte aux principes essentiels des nationalisations, p. 512.

Voir: Assemblée nationale, nos 6299, 6551 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 137, 336, 355, 378 (année 1954).

391. — Projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre fiscal, p. 512.

Voir: Assemblée nationale, nos 7678, 7969, 8246, 8261, 8337, 8376 (2^e législ.).

392. — Rapport de M. Primet sur la proposition de loi relative aux conditions d'âge exigées pour l'électorat aux chambres d'agriculture, p. 515.

Voir: Assemblée nationale, nos 7459, 8452 (2^e législ.); Conseil de la République, no 324 (année 1954).

393. — Projet de loi tendant à autoriser la ratification de la convention pour l'établissement d'une organisation européenne pour la recherche nucléaire, p. 515.

Voir: Assemblée nationale, nos 7988, 8648, 8726, 8773 (2^e législ.).

394. — Rapport de M. Yves Estève sur le projet de loi modifiant la loi relative au recrutement de l'armée de mer, p. 516.

Voir: Assemblée nationale, nos 7925, 8460, 8570 (2^e législ.); Conseil de la République, no 323 (année 1954).

395. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à indemniser les commerçants sinistrés de la perte de leur droit au bail, p. 516.

Voir: Assemblée nationale, nos 920, 2365, 4583, 4969, 5893, 6468 (2^e législ.).

396. — Rapport de M. Lodéon sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale des télécommunications, p. 517.

Voir: Assemblée nationale, no 8040, 8333 (2^e législ.); Conseil de la République, no 282 (année 1954).

397. — Rapport de M. Brettes sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 12 du code du vin, p. 518.

Voir: Assemblée nationale, nos 7285, 7956, 8394 (2^e législ.); Conseil de la République, no 284 (année 1954).

398. — Rapport de M. Raymond Pinchard sur le projet de loi relatif à la représentation du cadre local d'Alsace et de Lorraine au conseil académique, p. 518.

Voir: Assemblée nationale, nos 6958, 8401 (2^e législ.); Conseil de la République, no 281 (année 1954).

399. — Rapport de M. Poisson sur le projet de loi tendant à la réorganisation des œuvres sociales en faveur des étudiants, p. 518.

Voir: Assemblée nationale, nos 1923, 5262, 6077, 7093 (2^e législ.); Conseil de la République, no 338 (année 1954).

400. — Avis de la commission des finances par M. Salér sur le projet de loi conférant l'autonomie administrative et financière aux terres australes et antilliques françaises, p. 521.

Voir: Assemblée nationale, nos 1203, 2575, 6378, 8219 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 235, 339 (année 1954).

401. — Proposition de résolution de M. Raymond Susset demandant qu'une libre concurrence dans les transports maritimes puisse s'exercer entre l'Afrique française et la métropole afin d'obtenir la réduction des frets français, p. 521.

402. — Avis de la commission de la justice par M. Marcihacy sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier certaines dispositions de la loi no 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, p. 522.

Voir: Assemblée nationale, nos 2398, 3053, 7919 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 298, 347 (année 1954).

403. — Avis de la commission des finances par M. Dehù-Bridel sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier certaines dispositions de la loi no 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, p. 522.

Voir: Assemblée nationale, nos 2398, 3053, 7919 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 298, 347, 402 (année 1954).

404. — Rapport de M. Gilbert-Jules sur la proposition de loi tendant à remettre en vigueur, en ce qui concerne les baux à loyer portant sur un fonds de commerce, le décret permettant d'introduire une action en révision du prix du loyer modifié par le jeu d'une clause d'échelle mobile, p. 522.

Voir: Assemblée nationale, nos 7679, 8230 (2^e législ.); Conseil de la République, no 283 (année 1954).

405. — Rapport de M. de Chevigny sur le projet de loi tendant au regroupement des dates des élections, p. 523.

Voir: Assemblée nationale, nos 7630, 8111 (2^e législ.); Conseil de la République, no 278 (année 1954).

406. — Projet de loi portant modification de la loi sur la signalisation routière, p. 521.

Voir: Assemblée nationale, nos 1371, 2765, 4331 (2^e législ.).

407. — Projet de loi tendant à modifier le décret sur les monuments historiques en Algérie, p. 525.

Voir: Assemblée nationale, nos 6149, 8043 (2^e législ.).

408. — Projet de loi tendant à modifier les articles 2 et 16 de la loi sur les publications destinées à la jeunesse, p. 525.

Voir: Assemblée nationale, nos 4296, 8042 (2^e législ.).

409. — Projet de loi tendant à fixer l'époque des élections pour la reconstitution du conseil général de la Guadeloupe, p. 526.

Voir: Assemblée nationale, nos 7566, 7579, 7596, 7867, 8535 (2^e législ.).

410. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à assurer le fonctionnement de la caisse nationale des lettres, p. 526.

Voir: Assemblée nationale, nos 3072, 6163, 8410, 8627 (2^e législ.).

411. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant titularisation des assistants et assistantes de service social, p. 527.

Voir: Assemblée nationale, nos 70, 4630, 3482, 3885, 4385, 5794 (2^e législ.).

412. — Rapport de M. Michel Debré sur la proposition de résolution relative à un « accord de principe sur le contrôle démocratique des communautés européennes », p. 527.

Voir: Conseil de la République, no 291 (année 1954).

413. — Projet de loi autorisant la ratification de la convention conclue avec le grand duché de Luxembourg, relative aux contrôles de douane et de police effectués sur les voies ferrées, p. 530.

Voir: Assemblée nationale, nos 4497, 6914, 8788 (2^e législ.).

414. — Projet de loi portant approbation de la convention de voisinage signée entre la France et la principauté de Monaco, p. 530.

Voir: Assemblée nationale, nos 4400, 8679 (2^e législ.).

415. — Projet de loi tendant à modifier la loi relative à l'aide financière apportée aux agriculteurs victimes de calamités publiques, p. 530.

Voir: Assemblée nationale, nos 7759, 8615, 8708 (2^e législ.).

416. — Projet de loi simplifiant la procédure d'approbation des accords passés en vue de modifier les conditions d'exploitation des chemins de fer secondaires, p. 531.

Voir: Assemblée nationale, nos 3229, 6628, 8781 (2^e législ.).

417. — Projet de loi tendant à modifier l'article 103 de la loi de finances du 31 décembre 1935, p. 531.

Voir: Assemblée nationale, nos 1574, 3006, 8779 (2^e législ.).

418. — Projet de loi tendant à compléter l'ordonnance portant statut de la mutualité, p. 531.

Voir: Assemblée nationale, nos 1490, 3644, 8780 (2^e législ.).

419. — Projet de loi portant approbation des avenants aux conventions conclues avec la Compagnie générale transatlantique et la Compagnie des messageries maritimes, p. 532.

Voir: Assemblée nationale, nos 7693, 8634, 8823 (2^e législ.).

420. — Rapport de M. Coujé du Foresto sur le projet de loi tendant à ouvrir, au titre des dépenses d'équipement imputables sur le budget des postes, télégraphes et téléphones, des autorisations de programme et des crédits de paiement, p. 532.

421. — Rapport de M. Robert Aubé, sur la proposition de résolution de M. Jules Castellani, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la situation des fonctionnaires appartenant aux cadres supérieurs de l'agriculture dans les territoires d'outre-mer, p. 533.

Voir: Conseil de la République, no 293 (année 1954).

422. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux forclusions en application du décret relatif au renouvellement des baux à loyer d'immeubles à usage commercial, p. 533.

Voir: Assemblée nationale, nos 8773, 8786 (2^e législ.).

423. — Projet de loi portant statut des autoroutes, p. 533.

Voir: Assemblée nationale, nos 2738, 5103, 6681 (2^e législ.).

424. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux appellations d'origine des fromages, p. 531.

Voir: Assemblée nationale, nos 1039, 2092, 2261, 2972, 4249, 5630 (2^e législ.).

425. — Rapport de M. Hoefel sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord international sur le sucre, p. 531.

Voir: Assemblée nationale, nos 7628, 8610 (2^e législ.); Conseil de la République, no 382 (année 1954).

426. — Rapport de M. Delrieu sur la proposition de loi tendant à fixer le régime législatif de l'Algérie en ce qui concerne l'exercice de la pharmacie, p. 531.

Voir: Assemblée nationale, nos 7820, 8311 (2^e législ.); Conseil de la République, no 325 (année 1954).

427. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, concernant les annonces judiciaires et légales, p. 535.

Voir: Assemblée nationale, nos 2011, 4624, 5202, 6261 (2^e législ.).

428. — Proposition de loi de M. Baralgin relative aux travaux à exécuter en vue de l'alimentation en eau des coteaux de Gascogne, p. 535.

429. — Rapport supplémentaire de M. Jules Castellani sur le projet de loi conférant l'autonomie aux terres australes et antarctiques françaises, p. 538.

Voir: Assemblée nationale, nos 1203, 2575, 6378, 8129 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 235, 389, 400 (année 1954).

430. — Proposition de loi de M. Jacques Gadoin tendant à supprimer les privilèges fiscaux dont bénéficient certaines banques, p. 538.

431. — Rapport de M. Gilbert-Jules sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 55 du code civil, p. 539.

Voir: Assemblée nationale, nos 2763, 3013, 4371, 4463, 5591, 6176, 8092, 8119 (2^e législ.); Conseil de la République, no 303 (année 1954).

432. — Rapport de M. Jozeau-Marigné sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 68, 1037 et 1039 du code de procédure civile, p. 540.

Voir: Assemblée nationale, nos 1215, 6082, 8154 (2^e législ.); Conseil de la République, no 308 (année 1954).

433. — Projet de loi tendant à autoriser la ratification de la convention signée entre la France et la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions, p. 541.

Voir: Assemblée nationale, nos 8635, 8848 (2^e législ.).

434. — Projet de loi modifiant l'article 593 du code de procédure civile, p. 541.

Voir: Assemblée nationale, nos 8283, 8703 (2^e législ.).

435. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à préciser la définition des accidents du travail en agriculture, p. 541.

Voir: Assemblée nationale, nos 7656, 8641 (2^e législ.).

436. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à allouer aux compagnes des militaires morts pour la France un secours annuel, p. 541.

Voir: Assemblée nationale, nos 5490, 6051, 8505 (2^e législ.).

437. — Rapport de Mme Marcelle Devaud sur la proposition de loi modifiant l'article 47 du livre 1^{er} du code du travail afin d'instituer un privilège en faveur des caisses de congé, p. 542.

Voir: Assemblée nationale, nos 4648, 8100 (2^e législ.); Conseil de la République, no 302 (année 1954).

438. — Projet de loi sanctionnant le non-usage du nom patronymique dans certains actes ou documents, p. 542.

Voir: Assemblée nationale, nos 4289, 8787 (2^e législ.).

439. — Proposition de résolution de M. Ramette demandant l'autorisation pour la ville de Lille de lancer un emprunt pour la construction d'habitations, p. 542.

440. — Rapport supplémentaire de M. Restat sur la proposition de loi relative aux services militaires accomplis par les étrangers antérieurement à l'acquisition de la nationalité française, p. 543.

Voir: Assemblée nationale, nos 4417, 8034 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 237, 314 (année 1954).

441. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi autorisant le remboursement aux porteurs de litres néerlandais validés d'une partie des versements effectués au titre de la taxe de validation, p. 543.

Voir: Assemblée nationale, nos 6714, 8468 (2^e législ.); Conseil de la République, no 300 (année 1954).

442. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi tendant à autoriser la ratification de la convention signée entre la France et la Norvège pour éviter les doubles impositions, p. 544.

Voir: Assemblée nationale, nos 7866, 8548 (2^e législ.); Conseil de la République, no 337 (année 1954).

443. — Rapport de M. Jean Geoffroy sur le projet de loi tendant à compléter, en ce qui concerne la Guyane, le code de la nationalité française, p. 544.

Voir: Assemblée nationale, nos 6134, 7689, 8436, 8455 (2^e législ.); Conseil de la République, no 299 (année 1954).

444. — Avis de la commission des finances par M. Auberger sur le projet de loi tendant à la réorganisation des services des œuvres sociales en faveur des étudiants, p. 545.

Voir: Assemblée nationale, nos 1923, 3262, 6077, 7098 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 338, 339 (année 1954).

445. — Avis supplémentaire de la commission des finances par M. Saller sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, conférant l'autonomie administrative et financière aux terres australes et antarctiques françaises, p. 547.

Voir: Assemblée nationale, nos 1203, 2575, 6378, 8249 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 235, 389, 400, 429 (année 1954).

446. — Rapport par M. Michelet sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à valider les services accomplis par les Français dans les armées alliées au cours de la guerre 1939-1945 ainsi que ceux qu'ils ont dû accomplir, sous l'empire de la contrainte, dans l'armée allemande, p. 517.

Voir: Assemblée nationale, nos 2651, 7836, 8442 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 296 (année 1954).

447. — Proposition de loi de M. Delalande tendant à accélérer la procédure devant la juridiction prud'homale, p. 517.

448. — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les articles 335, 310, 311 et 312 du code civil relatifs à la reconnaissance des enfants naturels, p. 518.

Voir: Assemblée nationale, nos 379, 6992, 8944 (2^e législ.).

449. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 331 du code civil en ce qui concerne la légitimation des enfants adultérins, p. 518.

Voir: Assemblée nationale, nos 5671, 6991 (2^e législ.).

450. — Rapport de M. Gilbert-Jules sur le projet de loi modifiant le décret organique sur les élections, p. 518.

Voir: Assemblée nationale, nos 365, 2119, 3570 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 339 (année 1954).

451. — Proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre relative à l'habitat rural, p. 551.

452. — Avis de la commission de la justice par M. Delalande sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant l'article 47 du livre 1^{er} du code du travail, afin d'instituer un privilège en faveur des caisses de congé, p. 552.

Voir: Assemblée nationale, nos 4648, 8400 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 302, 437 (année 1954).

453. — Rapport par M. Estève sur le projet de résolution portant, pour l'exercice 1953: a) règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Conseil de la République; b) règlement définitif du compte de l'abonnement aux chemins de fer; c) règlement définitif des comptes de la caisse des retraites des sénateurs et de celle du personnel; d) règlement définitif des comptes de la caisse de sécurité sociale des sénateurs et de celle du personnel; e) approbation du compte de gestion du trésorier; f) approbation des comptes des buvettes, p. 552.

454. — Rapport de M. Joseph Denais, président de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignation, sur les opérations de l'année 1953, de cet établissement, p. 566.

455. — Rapport de M. Lachèvre sur le projet de loi portant approbation des avenants aux conventions conclus avec la Compagnie générale transatlantique et la Compagnie des messageries maritimes, p. 583.

Voir: Assemblée nationale, nos 7693, 8684, 8823.

456. — Proposition de résolution de M. Henri Lafleur relative au statut des îles Wallis, Futuna et Aïofu au sein de l'Union française, p. 588.

457. — Rapport de M. Charles Morel sur le projet de loi tendant à la ratification de la convention pour l'établissement d'une organisation européenne pour la recherche nucléaire, p. 589.

Voir: Assemblée nationale, nos 7488, 8648, 8726, 8778 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 393 (année 1954).

458. — Proposition de résolution de M. Durand-Réville demandant une participation financière de l'Etat à l'érection d'un monument à la mémoire de Félix Eboué, p. 590.

459. — Rapport de M. Périquier sur la proposition de résolution demandant pour les viticulteurs victimes de calamités atmosphériques une ristourne de la taxe unique sur les vins commercialisés, p. 591.

Voir: Conseil de la République, n° 320 (année 1954).

460. — Rapport de M. Bousch sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre fiscal, p. 593.

Voir: Assemblée nationale, nos 7678, 7969, 8246, 8261, 8337, 8376 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 391 (année 1954).

461. — Proposition de loi de M. Marcel Lemaire tendant à réglementer le marquage des ovins, p. 613.

462. — Proposition de loi de M. Reveillaud tendant à l'organisation d'une exposition sur le Canada à la Rochelle, p. 613.

463. — Rapport de M. Beauvais sur le projet de loi tendant à modifier la loi relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, p. 614.

Voir: Assemblée nationale, nos 8039, 8514 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 386 (année 1954).

464. — Projet de loi portant fixation du budget des prestations familiales agricoles, p. 614.

Voir: Assemblée nationale, nos 8976, 8989 (2^e législ.).

465. — Projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant un arrêté du gouverneur de la Côte des Somalis suspendant les droits de douane sur les marchandises d'origine étrangère, p. 616.

Voir: Assemblée nationale, nos 3422, 8737 (2^e législ.).

466. — Projet de loi portant ouverture de crédits pour le voyage du Président de la République aux Pays-Bas, p. 616.

Voir: Assemblée nationale, nos 8895, 8919 (2^e législ.).

467. — Projet de loi portant extension à l'Algérie de la loi prohibant la conclusion de pactes sur le règlement des indemnités dues aux victimes d'accidents, p. 616.

Voir: Assemblée nationale, nos 7357, 8683 (2^e législ.).

468. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les articles 4 et 11 de la loi sur la police de la chasse, en vue de permettre la visite des carniers, p. 616.

Voir: Assemblée nationale, nos 8231, 8351, 8642 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 228 (année 1954).

469. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 9 de la loi sur la police de la chasse, en vue d'autoriser la chasse au vol, p. 617.

Voir: Assemblée nationale, nos 8233, 8352, 8791 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 239 (année 1954).

470. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 12 de la loi sur la police de la chasse, en vue de réprimer la chasse dans les réserves, p. 617.

Voir: Assemblée nationale, nos 8232, 8350, 8742 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 240 (année 1954).

471. — Avis de la commission des finances par M. Coudé du Foresto sur le projet de loi tendant à autoriser la ratification de la convention pour l'établissement d'une organisation européenne pour la recherche nucléaire, p. 617.

Voir: Assemblée nationale, nos 7988, 8648, 8726, 8778 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 393, 457 (année 1954).

472. — Proposition de résolution de M. Gabriel Tellier tendant à inviter le Gouvernement à accorder des permis agricoles exceptionnelles, p. 618.

473. — Rapport de M. Robert Chevalier sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi contenant organisation du notariat, p. 619.

Voir: Assemblée nationale, nos 2714, 8551 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 383 (année 1954).

474. — Projet de loi relatif à la protection du titre d'œnologue, p. 619.

Voir: Assemblée nationale, nos 3327, 3812, 6432, 6926, 8647 (2^e législ.).

475. — Projet de loi portant ratification du décret portant suspension provisoire des droits de douane d'importation applicables à certains matériels d'équipement, p. 619.

Voir: Assemblée nationale, nos 7310, 7882, 8174 (2^e législ.).

476. — Projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération du grand conseil de l'Afrique équatoriale française relative au régime de l'exportation temporaire, p. 620.

Voir: Assemblée nationale, nos 3416, 8715 (2^e législ.).

477. — Projet de loi tendant à ratifier le décret rejetant une délibération du grand conseil de l'Afrique équatoriale française demandant la modification du paragraphe II de l'article 137 du décret du 17 février 1921, p. 620.

Voir: Assemblée nationale, nos 8418, 8720 (2^e législ.).

478. — Projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération du grand conseil de l'Afrique équatoriale française relatif aux rapports de saisie en matière de douane, p. 620.

Voir: Assemblée nationale, nos 3417, 8721 (2^e législ.).

479. — Projet de loi tendant à modifier la réglementation de service des douanes en Afrique équatoriale française, p. 620.

Voir: Assemblée nationale, nos 3421, 8738 (2^e législ.).

480. — Projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération du grand conseil de l'Afrique équatoriale française relative au régime de l'admission temporaire en franchise des taxes d'importation, p. 621.

Voir: Assemblée nationale, nos 3424, 8739 (2^e législ.).

481. — Projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération du grand conseil de l'Afrique équatoriale française demandant à modifier les articles 128 et 128 bis du décret du 17 février 1921, p. 621.

Voir: Assemblée nationale, nos 3419, 8740 (2^e législ.).

482. — Projet de loi tendant à modifier l'article 38 du livre II du code du travail, p. 621.

Voir: Assemblée nationale, nos 4411, 8730 (2^e législ.).

483. — Proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel tendant à modifier l'article 15 et à compléter l'article 16 de la loi portant amnistie, p. 622.

484. — Rapport de M. Jean Geoffroy sur la proposition de résolution relative à la rémunération des greffiers des justices de paix et des tribunaux de simple police, p. 622.

Voir: Conseil de la République, n° 360 (année 1954).

485. — Rapport de M. Pellenc sur le projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1947, p. 623.

Voir: Assemblée nationale, nos 7277, 8661 (2^e législ.); Conseil de la République, p. 385 (année 1954).

486. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier le régime de l'allocation de vieillesse agricole, p. 630.

Voir: Assemblée nationale, nos 6119, 6271, 6331, 6455, 6576, 6382, 7161, 7828, 8021, 8954 (2^e législ.).

487. — Rapport par M. Coudé du Foresto sur le projet de loi portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour 1954, p. 631.

Voir: Assemblée nationale, nos 8976, 8989 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 461 (année 1954).

488. — Avis de la commission des finances par M. Courrière sur le projet de loi portant approbation des avenants aux conventions conclues avec la Compagnie générale transatlantique et la Compagnie des messageries maritimes, p. 631.

Voir: Assemblée nationale, nos 7693, 8684, 8823 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 449, 455 (année 1954).

489. — Proposition de loi de Mme Marcelle Devaud tendant à la création d'une assurance-chômage, p. 631.

490. — Rapport supplémentaire par M. Coudé du Foresto sur le projet de loi portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour 1954, p. 633.

Voir: Assemblée nationale, nos 8976, 8989 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 464, 487 (année 1954).

491. — Avis de la commission de l'agriculture par M. Driant sur le projet de loi portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour 1954, p. 633.

Voir: Assemblée nationale, nos 8976, 8989 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 464, 487, 490 (année 1954).

492. — Rapport par M. Gilbert-Jules sur la proposition de loi relative aux forclusions, pour le renouvellement des baux à loyer d'immeubles à usage commercial, p. 634.

Voir: Assemblée nationale, nos 8773, 8786 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 422 (année 1954).

493. — Projet de loi tendant à autoriser la ratification de la convention sur le statut de l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord, p. 631.

Voir: Assemblée nationale, nos 3413, 7871, 8993 (2^e législ.).

494. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux mesures conservatoires, p. 635.

Voir: Assemblée nationale, nos 4380, 7316, 7768, 8440, 8702 (2^e législ.).

495. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier le décret fixant les modalités de liquidation des dommages de guerre afférents aux biens meubles, p. 636.

Voir: Assemblée nationale, nos 6793, 7542, 8198, 8668, 8782, 8940 (2^e législ.).

496. — Projet de loi tendant à proroger les dispositions de la loi fixant les contingents de décorations sans traitement attribués aux administrations publiques, p. 636.

Voir: Assemblée nationale, nos 8974, 9055 (2^e législ.).

497. — Projet de loi relatif à la prise de rang de certains militaires dans le premier grade d'officier auquel ils ont accès, p. 637.

Voir: Assemblée nationale, nos 5181, 8850 (2^e législ.).

498. — Projet de loi relatif au congé spécial pour exercice de fonctions électives, p. 637.

Voir: Assemblée nationale, nos 7607, 8575, 8930 (2^e législ.).

499. — Projet de loi sur l'exécution des travaux géodésiques et topographiques en Algérie, p. 637.

Voir: Assemblée nationale, nos 7872, 8841 (2^e législ.).

500. — Projet de loi relatif au fonctionnement de la chambre de la cour d'appel de Fort-de-France détachée à Cayenne, p. 638.

Voir: Assemblée nationale, nos 444, 496, 8830 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 517 (année 1954).

501. — Rapport de M. Michel Debré sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proposer au Parlement une révision de la Constitution avant la discussion du projet de Communauté européenne de défense, p. 639.

Voir: Conseil de la République, n° 262 (année 1953).

502. — Projet de loi autorisant la mise en œuvre d'un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, p. 651.

Voir: Assemblée nationale, nos 9034, 9054, 9071, 9105 (2^e législ.).

503. — Rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi tendant à compléter l'ordonnance portant statut de la mutualité, p. 652.

Voir: Assemblée nationale, nos 1490, 3644, 8780 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 418 (année 1954).

504. — Rapport de M. de Villoutreys sur le projet de loi tendant à autoriser la ratification du *modus vivendi* commercial signé entre la République française et les Etats-Unis du Venezuela, p. 652.

Voir: Assemblée nationale, nos 7670, 8481 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 351 (année 1954).

505. — Rapport de M. de Villoutreys sur le projet de loi autorisant la ratification du traité de commerce signé entre la République française et le Salvador, p. 653.

Voir: Assemblée nationale, nos 7671, 8482 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 352 (année 1954).

506. — Rapport de M. de Villoutreys sur le projet de loi autorisant la ratification du traité de commerce signé entre la République française et la République de Costa-Rica, p. 653.

Voir: Assemblée nationale, nos 7672, 8483 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 357 (année 1954).

507. — Rapport de M. Henri Cordier sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention conclue entre la France et le grand-duché de Luxembourg relative aux contrôles de douane et de police sur les voies ferrées, p. 653.

508. — Rapport de M. Henri Cordier sur le projet de loi portant approbation de la convention de voisinage signée entre la France et la principauté de Monaco, p. 654.

Voir: Assemblée nationale, nos 4400, 8679 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 411 (année 1954).

509. — Rapport supplémentaire de M. Beauvais sur le projet de loi tendant à modifier la loi relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, p. 654.

Voir: Assemblée nationale, nos 8039, 8544 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 386, 463 (année 1954).

510. — Rapport supplémentaire de M. Gilbert-Jules sur la proposition de loi relative aux forclusions pour le renouvellement des baux à loyer d'immeubles à usage commercial, p. 655.

Voir: Assemblée nationale, nos 8773, 8786 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 422, 492 (année 1954).

511. — Rapport de M. Pellenc sur le projet de loi autorisant la mise en œuvre d'un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, p. 655.

Voir: Assemblée nationale, nos 9034, 9054, 9071, 9101, 9105 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 502 (année 1954).

512. — Rapport de M. Perdureau sur la proposition de loi tendant à préciser la définition des accidents du travail en agriculture, p. 672.

Voir: Assemblée nationale, nos 7656, 8611 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 435 (année 1954).

513. — Proposition de loi de M. Paul Longuet tendant à modifier l'acte dit loi du 5 juillet 1941 portant organisation de l'enseignement agricole public en ce qui concerne l'école coloniale d'agriculture de Tunis, p. 672.

514. — Rapport par Mme Cardot sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 123 du code des pensions civiles et militaires de retraite, l'article 16 de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 portant réforme du régime des pensions des personnels de l'Etat, et l'article 7 de la loi n° 50-931 du 17 août 1950 portant réforme du régime des retraites de l'imprimerie nationale, en vue de réserver les droits de certaines veuves de pensionnés à l'allocation prévue par lesdits articles, en cas d'existence d'enfants mineurs d'un premier lit, p. 672.

Voir: Assemblée nationale, nos 5292, 5944, 7083 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 310 (année 1954).

515. — Rapport supplémentaire par M. Gilbert-Jules sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant le décret organique du 2 février 1952 sur les élections, p. 672.

Voir: Assemblée nationale, nos 365, 2119, 3570 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 359, 450 (année 1954).

516. — Rapport de M. Jean Bertrand sur le projet de loi tendant à autoriser la ratification des conventions internationales concernant le transport des voyageurs et des marchandises par chemin de fer, p. 672.

Voir: Assemblée nationale, nos 6187, 8382 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 381 (année 1954).

517. — Rapport de M. Bouquerel sur le projet de loi portant modification de la loi sur la signalisation routière, p. 673.

Voir: Assemblée nationale, nos 1371, 2765, 4331 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 406 (année 1954).

518. — Rapport supplémentaire par M. Jean Geoffroy sur la proposition de résolution de M. Gaston Monnerville tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux greffiers des justices de paix et des tribunaux de simple police une rémunération en harmonie avec les rémunérations perçues en 1944, p. 674.

Voir: Conseil de la République, nos 360, 481 (année 1954).

519. — Projet de loi portant création de contingents de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires en faveur des personnels n'appartenant pas à l'armée active, p. 674.

Voir: Assemblée nationale, nos 8810, 9005 (2^e législ.).

520. — Projet de loi modifiant certaines dispositions du décret portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 674.
Voir: Assemblée nationale, nos 8935, 9062 (2^e législ.).
521. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi sur la police de la chasse en vue d'assurer la protection du gibier, p. 675.
Voir: Assemblée nationale, nos 8234, 8278, 8834, 9072 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 185 (année 1954).
522. — Rapport de M. de Pontbriand sur la proposition de loi tendant à modifier la loi sur la police de la chasse en vue de permettre la visite des carniers, p. 675.
(Voir: Assemblée nationale, nos 8231, 8351, 8642 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 228, 468 (année 1954).
523. — Rapport de M. de Pontbriand sur la proposition de loi tendant à modifier la loi sur la police de la chasse en vue d'autoriser la chasse au vol, p. 676.
Voir: Assemblée nationale, nos 8233, 8352, 8791 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 239, 469 (année 1954).
524. — Rapport de M. de Pontbriand sur la proposition de loi tendant à modifier la loi sur la police de la chasse en vue de réprimer la chasse dans les réserves, p. 676.
Voir: Assemblée nationale, nos 8232, 8350, 8792 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 240, 470 (année 1954).
525. — Rapport de M. de Montullé sur le projet de loi tendant à modifier l'article 103 de la loi de finances du 31 décembre 1938, p. 676.
Voir: Assemblée nationale, nos 1574, 3006, 8779 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 417 (année 1954).
526. — Rapport de M. de Bardonnèche sur la proposition de loi tendant à accorder à tous les énucléés de guerre un supplément d'invalidité, p. 677.
Voir: Assemblée nationale, nos 6428, 7157, 8443 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 384 (année 1954).
527. — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant un arrêté du gouverneur de la Côte des Somalis suspendant les droits de douane sur les marchandises d'origine étrangère, p. 677.
Voir: Assemblée nationale, nos 3122, 6737 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 465 (année 1954).
528. — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération du grand conseil de l'Afrique équatoriale française relative au régime de l'exportation temporaire, p. 677.
Voir: Assemblée nationale, nos 3116, 6715 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 476 (année 1954).
529. — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret rejetant une délibération du grand conseil de l'Afrique équatoriale française demandant la modification du paragraphe 2 de l'article 137 du décret du 17 février 1921, p. 677.
Voir: Assemblée nationale, nos 3118, 8720 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 477 (année 1954).
530. — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération du grand conseil de l'Afrique équatoriale française relatif aux rapports de saisie en matière de douane, p. 678.
Voir: Assemblée nationale, nos 3117, 8721 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 478 (année 1954).
531. — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à modifier la réglementation du service des douanes en Afrique équatoriale française, p. 678.
Voir: Assemblée nationale, nos 3121, 8738 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 479 (année 1954).
532. — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération du grand conseil de l'Afrique équatoriale française relative au régime de l'admission temporaire en franchise des taxes d'importation, p. 678.
Voir: Assemblée nationale, nos 3124, 8739 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 480 (année 1954).
533. — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération du grand conseil de l'Afrique équatoriale française demandant à modifier les articles 128 et 128 bis du décret du 17 février 1921, p. 678.
Voir: Assemblée nationale, nos 3119, 8740 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 481 (année 1954).
534. — Rapport de M. Lamousse sur la proposition de loi tendant à assurer le fonctionnement de la caisse nationale des lettres, p. 679.
Voir: Assemblée nationale, nos 3072, 6163, 8410, 8627 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 410 (année 1954).
535. — Avis de la commission de la justice par M. Jean Geoffroy sur le projet de loi modifiant le décret organique du 2 février 1852 sur les élections, p. 682.
Voir: Assemblée nationale, nos 365, 2119, 3570 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 339, 450, 545 (année 1954).

536. — Avis de la commission de l'agriculture par M. Driant sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, p. 682.
Voir: Assemblée nationale, nos 9034, 9071, 9101, 9105 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 502, 511 (année 1954).
537. — Avis de la commission de la France d'outre-mer par M. Durand-Réville sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, p. 682.
Voir: Assemblée nationale, nos 9034, 9071, 9101, 9105 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 502, 511, 536 (année 1954).
538. — Avis de la commission du travail par Mme Marcelle Devaud sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, p. 683.
Voir: Assemblée nationale, nos 9034, 9071, 9101, 9105 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 502, 511, 536, 537 (année 1954).
539. — Rapport de M. Razac sur le projet de loi réglementant l'exercice de la pêche maritime dans les départements d'outre-mer, p. 683.
Voir: Assemblée nationale, nos 6032, 8462 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 358 (année 1954).
540. — Rapport de M. Pinton sur le projet de loi portant statut des autoroutes, p. 683.
Voir: Assemblée nationale, nos 2738, 5103, 6684 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 423 (année 1954).
541. — Avis de la commission de la production industrielle par M. de Villoutreys sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre par décrets un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, p. 684.
Voir: Assemblée nationale, nos 9034, 9054, 9071, 9101, 9105 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 502, 511, 536, 537, 538 (année 1954).
542. — Avis de la commission de la justice par M. Pernot sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, p. 684.
Voir: Assemblée nationale, nos 9034, 9054, 9071, 9101, 9105 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 502, 511, 536, 537, 538, 541 (année 1954).
543. — Avis de la commission de la reconstruction par M. Denvers sur le projet de loi n° 9034 rectifié autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, p. 684.
Voir: Assemblée nationale, nos 9034, 9054, 9071, 9101, 9105 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 502, 511, 536, 537, 538, 541, 542 (année 1954).
544. — Avis de la commission des finances par M. Chapalain sur la proposition de loi tendant à accorder à tous les énucléés de guerre un supplément d'invalidité, p. 685.
Voir: Assemblée nationale, nos 6428, 7157, 8443 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 384, 526 (année 1954).
545. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à réglementer la profession de professeur de judo, p. 685.
Voir: Assemblée nationale, nos 3303, 4307 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 494 (année 1952).
546. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à la création d'un comité interprofessionnel du cassis de Dijon, p. 685.
Voir: Assemblée nationale, nos 6695, 8102, 8517, 8622, 8988 (2^e législ.).
547. — Projet de loi tendant à la revalorisation des indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, p. 686.
Voir: Assemblée nationale, nos 4473, 4554, 4649, 5078, 6153, 7854, 8934, 9036 (2^e législ.).
548. — Projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance, p. 688.
Voir: Assemblée nationale, nos 8103, 8899, 9111, 9122, 9134, 9167 (2^e législ.).
549. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la réorganisation municipale en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française, p. 690.
Voir: Assemblée nationale, nos 4403, 4601, 5309, 6686, 8522, 8522, (2^e législ.).
550. — Proposition de résolution de M. Mamadou Dia relative à la protection de la ville de Rufisque, p. 693.
551. — Rapport par M. Vanrullen sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant certaines dispositions du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946, portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 693.
Voir: Assemblée nationale, nos 8935, 9062 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 520 (année 1954).
552. — Rapport par M. Pic sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à fixer l'époque des élections pour la reconstitution du conseil général de la Guadeloupe dissous par décret du 24 décembre 1953, p. 693.
Voir: Assemblée nationale, nos 7566, 7579, 7596, 7867, 8535 (2^e législ.); Conseil de la République n° 409 (année 1954).

- 553.** — Avis de la commission de la presse par M. Le Sasser-Bolsauné sur le projet de loi portant modification de la loi sur la signalisation routière, p. 694.
Voir: Assemblée nationale nos 1371, 2765, 4331 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 408, 517 (année 1954).
- 554.** — Avis de la commission des finances par M. Albert Lamarque sur le projet de loi portant statut des autoroutes, p. 695.
Voir: Assemblée nationale, nos 2793, 5103, 6684 (2^e législ.); Conseil de la République nos 423, 540 (année 1954).
- 555.** — Proposition de résolution de M. Durieux demandant la fixation d'un prix unique du blé pour le paiement des fermages, p. 695.
- 556.** — Rapport de Mme Marie-Hélène Cardot sur la proposition de loi tendant à modifier le décret fixant les modalités de liquidation des dommages de guerre afférents aux biens meubles, p. 695.
Voir: Assemblée nationale, nos 6793, 7542, 8193, 8638, 8782, 8940 (2^e législ.); Conseil de la République, no 495 (année 1954).
- 557.** — Proposition de résolution de M. Bordeneuve tendant à la création d'une commission de coordination de la recherche scientifique et du progrès technique, p. 696.
- 558.** — Avis de la commission des finances par M. Courrière sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant certaines dispositions du décret no 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 696.
Voir: Assemblée nationale, nos 8935, 9062 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 520, 551 (année 1954).
- 559.** — Projet de loi portant ouverture des crédits nécessaires à une tournée de la Comédie-Française en Union soviétique, p. 697.
Voir: Assemblée nationale, nos 8067, 9142 (2^e législ.).
- 560.** — Proposition de résolution de M. Michelet demandant l'attribution de la Croix de guerre des théâtres d'opérations extérieures aux drapeaux de l'école du service de santé militaire de Lyon et de l'école principale du service de santé de la marine de Bordeaux, p. 697.
- 561.** — Rapport par M. Tharradin sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à la revalorisation des indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, p. 697.
Voir: Assemblée nationale, nos 4473, 4554, 4619, 5078, 6153, 7954, 8934, 9096 (2^e législ.); Conseil de la République, no 547 (année 1954).
- 562.** — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, fixant les contingents annuels de décorations de la Légion d'honneur et de la médaille militaire avec traitement à attribuer aux personnels militaires de l'armée active, des services de la France d'outre-mer et des services pénitentiaires coloniaux, p. 698.
Voir: Assemblée nationale, nos 8315, 9154 (2^e législ.).
- 563.** — Rapport par M. Atric sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant création de contingents de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires en faveur des personnels n'appartenant pas à l'armée active, p. 698.
Voir: Assemblée nationale, nos 8310, 9005 (2^e législ.); Conseil de la République, no 519 (année 1954).
- 564.** — Rapport par M. Atric sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, fixant les contingents annuels de décorations de la Légion d'honneur et de la médaille militaire avec traitement à attribuer aux personnels militaires de l'armée active des services de la France d'outre-mer et des services pénitentiaires coloniaux, p. 698.
Voir: Assemblée nationale, nos 8315, 9154 (2^e législ.); Conseil de la République, no 502 (année 1954).
- 565.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter en faveur des volontaires étrangers non naturalisés, la loi mettant à la disposition du ministre de la guerre un contingent de Croix de la Légion d'honneur pour les combattants volontaires de la guerre 1914-1918, p. 698.
Voir: Assemblée nationale, nos 8331, 8933 (2^e législ.).
- 566.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter la loi accordant des permissions spéciales aux soldats agriculteurs, p. 699.
Voir: Assemblée nationale, nos 5911, 8665, 8306, 8997 (2^e législ.); Conseil de la République, no 214 (année 1954).
- 567.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à définir les conditions d'attribution des décorations dans l'ordre de la Légion d'honneur aux militaires n'appartenant pas à l'armée active, p. 699.
Voir: Assemblée nationale, nos 8591, 9006 (2^e législ.).
- 568.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'ordonnance relative aux caisses d'épargne fonctionnant dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle, p. 699.
Voir: Assemblée nationale, nos 3402, 3609, 3800, 7622, 8423, 8529, 9141 (2^e législ.).
- 569.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi portant création d'un fonds de développement de l'industrie cinématographique, p. 699.
Voir: Assemblée nationale, nos 8542, 8381, 9103 (2^e législ.).
- 570.** — Projet de loi tendant à ratifier le décret fixant la liste des produits originaires des territoires d'outre-mer du deuxième groupe à régime préférentiel admissibles en franchise des droits de douane à l'importation, p. 700.
Voir: Assemblée nationale, nos 4048, 8979 (2^e législ.).
- 571.** — Projet de loi tendant à ratifier le décret fixant la liste des produits originaires des territoires d'outre-mer du deuxième groupe à régime non préférentiel admissibles en franchise des droits de douane à l'importation, p. 700.
Voir: Assemblée nationale, nos 3780, 3981 (2^e législ.).
- 572.** — Projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération prise par l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie demandant la modification du régime des déclarations de cabotage des marchandises, p. 700.
Voir: Assemblée nationale, nos 3777, 8930 (2^e législ.).
- 573.** — Projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération prise par le conseil d'administration du Cameroun relative à la réglementation douanière, p. 700.
Voir: Assemblée nationale, no 4151, 8982 (2^e législ.).
- 574.** — Projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération prise par le conseil d'administration du Cameroun relative au dépôt en douane des marchandises, p. 701.
Voir: Assemblée nationale, nos 5425, 8983 (2^e législ.).
- 575.** — Proposition de loi de M. Gaston Manent relative aux mutilés de guerre, p. 701.
- 576.** — Rapport d'information de M. Lamousse concernant les industries cinématographiques appartenant à l'Etat, p. 701.
- 577.** — Rapport par M. Courrière sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi no 50-960 du 8 août 1950 relative à l'aide financière apportée aux agriculteurs victimes de calamités publiques, p. 714.
Voir: Assemblée nationale, nos 7759, 8615, 8708 (2^e législ.); Conseil de la République, no 415 (année 1954).
- 578.** — Rapport de M. Courrière sur le projet de loi portant ouverture de crédits pour le voyage du Président de la République aux Pays-Bas, p. 715.
Voir: Assemblée nationale, nos 8395, 8919 (2^e législ.); Conseil de la République, no 466 (année 1952).
- 579.** — Proposition de résolution de M. Armengaud relative à la réforme des méthodes de financement et de gestion des entreprises intéressées à des productions fondamentales de caractère concurrentiel, p. 715.
- 580.** — Proposition de loi de M. Armengaud tendant à permettre à certaines catégories d'agents de l'Etat de s'affilier volontairement au risque vieillesse des assurances sociales, p. 729.
- 581.** — Proposition de loi de M. Jacques Beauvais tendant à compléter les dispositions de l'ordonnance du 21 avril 1945 et celles de la loi no 49-573 du 23 avril 1949 en vue de permettre dans certains cas la revendication de titres ou valeurs mobilières lorsque ceux-ci ont en Bourse, p. 729.
- 582.** — Proposition de résolution de M. Armengaud tendant à inviter le Gouvernement à définir sa politique de commerce extérieur, p. 730.
- 583.** — Proposition de résolution de M. Méric sur le traitement des alcooliques dangereux pour autrui, p. 737.
- 584.** — Rapport de M. Delrieu sur le projet de loi sur les monuments historiques en Algérie, p. 738.
Voir: Assemblée nationale, nos 6149, 8013 (2^e législ.); Conseil de la République, no 407 (année 1954).
- 585.** — Rapport de M. Monsarrat sur la proposition de loi relative au régime de l'allocation de vieillesse agricole, p. 738.
Voir: Assemblée nationale, nos 6149, 6271, 6334, 6455, 6576, 6982, 7101, 7828, 8021 (2^e législ.); Conseil de la République, no 86 (année 1954).
- 586.** — Proposition de résolution de M. Nestor Calonne demandant l'arrêt du démantèlement dans le puits de mine « La Clarence », à Divion, p. 743.
- 587.** — Rapport d'information de M. Coudé du Foresto sur les possibilités de production en matières premières minérales de l'Afrique du Nord, p. 744.
- 588.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à exonérer les communes de Moselle et d'Alsace des conséquences dommageables de certains actes accomplis par des fonctionnaires allemands, p. 747.
Voir: Assemblée nationale, nos 8128, 8399, 8896, 9241 (2^e législ.).
- 589.** — Proposition de loi de M. Jozeau-Marigné tendant à modifier l'article 617 du code de procédure civile de manière à interdire les ventes publiques de meubles les dimanches, p. 747.
- 590.** — Proposition de résolution de M. Radius relative à la fabrication du kirsch fantaisie et du kirsch commerce, p. 747.

591. — Proposition de loi de M. Beauvais relative à l'introduction dans le cycle primaire de l'enseignement des textes régissant la circulation, p. 747.

592. — Proposition de résolution de M. Delalande relative à la pêche fluviale, p. 748.

593. — Proposition de résolution de M. Léon David demandant la distribution gratuite de charbon aux vieux de France, p. 748.

594. — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi tendant à la ratification de la convention entre la France et la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions, p. 748.

Voir: Assemblée nationale, nos 8635, 8848 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 433 (année 1944).

595. — Rapport supplémentaire de M. de Bardonnèche sur la proposition de loi tendant à accorder à tous les énucléés de guerre un supplément d'invalidité de 40 p. 100, p. 749.

Voir: Assemblée nationale, nos 6123, 7157, 8443 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 334, 526, 544 (année 1954).

596. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au régime des loyers des locaux gérés par les organismes d'H. L. M., p. 749.

Voir: Assemblée nationale, nos 7959, 7970, 8526, 8669, 9132 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 105 (année 1954).

597. — Rapport de M. Georges Marrane sur la proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance relative aux caisses d'épargne du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 750.

Voir: Assemblée nationale, nos 7622, 8423, 8529, 9141 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 568 (année 1954).

598. — Projet de loi relatif aux institutions du Togo, p. 750.

Voir: Assemblée nationale, nos 5180, 8803, 9249 (2^e législ.).

599. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des affaires étrangères (II: Service des affaires allemandes et autrichiennes), p. 754.

Voir: Assemblée nationale, nos 9282, 9352 (2^e législ.).

600. — Proposition de résolution de M. Plazanet demandant la modification de l'article 2 du décret instituant un fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales, p. 754.

601. — Proposition de loi de M. Romani tendant à rétablir la subvention cinquantenaire au département de la Corse, p. 755.

602. — Rapport de M. Beauvais sur la proposition de loi concernant les annonces judiciaires et légales, p. 756.

Voir: Assemblée nationale, nos 2041, 4624, 5202, 6261 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 427 (année 1954).

603. — Proposition de résolution de M. de Montullé relative à l'attribution de la Croix de guerre, p. 757.

604. — Projet de loi modifiant et complétant les articles 139, 140, 142, 143, 144, 260, 479, 480 et 481 du code pénal, p. 757.

Voir: Assemblée nationale, nos 3394, 9161 (2^e législ.).

605. — Projet de loi complétant l'article 23 de la loi relative au recrutement de l'armée, p. 758.

Voir: Assemblée nationale, nos 8354, 8645, 9032, 9227, 9228 (2^e législ.).

606. — Projet de loi relatif au régime électoral des chambres de commerce d'Algérie, p. 758.

Voir: Assemblée nationale, nos 7305, 4149, 8951 (2^e législ.).

607. — Projet de loi tendant à la constatation de la nullité d'un acte dit loi autorisant la mise en exploitation d'un gisement de sel en Algérie, p. 760.

Voir: Assemblée nationale, nos 1282, 9223 (2^e législ.).

608. — Projet de loi relatif aux marques de fabrique sous séquestre en France comme biens ennemis, p. 760.

Voir: Assemblée nationale, nos 5192, 8528, 9174 (2^e législ.).

609. — Projet de loi modifiant le taux de compétence des justices de paix, p. 761.

Voir: Assemblée nationale, nos 4596, 7392, 8013, 8335, 9158.

610. — Projet de loi tendant à la ratification de la convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives à la compétence pénale en matière d'abordage, p. 762.

Voir: Assemblée nationale, nos 7981, 8957 (2^e législ.).

611. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant création d'une commission interparlementaire chargée d'étudier la simplification des formalités de frontières, p. 762.

Voir: Assemblée nationale, nos 8276, 9162 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 190 (année 1954).

612. — Rapport de M. Marius Moutet sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention sur le statut de l'organisation du traité de l'Atlantique-Nord, p. 762.

Voir: Assemblée nationale, nos 3413, 7871, 8993 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 493 (année 1954).

613. — Avis de la commission de la presse par M. Brizard sur la proposition de loi concernant les annonces judiciaires et légales, p. 763.

Voir: Assemblée nationale, nos 2041, 4624, 5202, 6261 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 427, 602 (année 1954).

614. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la justice, p. 764.

Voir: Assemblée nationale, nos 9294, 9379, 9437, 9441 (2^e législ.).

615. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des finances (affaires économiques), p. 765.

Voir: Assemblée nationale, nos 9290, 9424, 9457 (2^e législ.).

616. — Rapport de M. Georges Maurice sur le projet de loi tendant à modifier les articles 2 et 16 de la loi sur les publications destinées à la jeunesse, p. 767.

Voir: Assemblée nationale, nos 4296, 8042 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 408 (année 1954).

617. — Proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à rendre la juridiction prud'homale compétente en dernier ressort pour connaître des demandes en remise de certificats de travail, p. 767.

618. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'industrie et du commerce, p. 768.

Voir: Assemblée nationale, nos 9292, 9415, 9416, 9460, 9462, 9463.

619. — Rapport de M. Marcel Lemaire sur le projet de loi portant ratification du décret portant suspension provisoire des droits de douane d'importation applicables à certains matériels d'équipement, p. 770.

Voir: Assemblée nationale, nos 7310, 7882, 8174, 8714 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 475 (année 1954).

620. — Rapport de M. Vauthier sur le projet de loi relatif à la compétence de la chambre de la cour d'appel de Fort-de-France détachée à Cayenne, p. 771.

Voir: Assemblée nationale, nos 444, 4965, 8830 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 500 (année 1954).

621. — Avis de la commission des finances par M. Jacques Debû-Bridel sur la proposition de loi tendant à assurer le fonctionnement de la caisse nationale des lettres, p. 771.

Voir: Assemblée nationale, nos 3072, 6163, 8410, 8627 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 410, 534 (année 1954).

622. — Rapport de M. Durieux sur la proposition de résolution de M. Durieux tendant à inviter le Gouvernement à fixer un prix unique du blé pour le paiement des fermages, p. 774.

Voir: Conseil de la République, n° 555 (année 1954).

623. — Proposition de résolution de M. Vanrullen tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ramenant la durée du service militaire actif à un an, p. 774.

624. — Rapport de M. Pinton sur le projet de loi ayant pour objet de simplifier la procédure d'approbation des accords passés en vue de modifier les conditions d'exploitation des chemins de fer secondaires, p. 774.

Voir: Assemblée nationale, nos 3229, 6628, 8781 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 416 (année 1954).

625. — Rapport de M. Primet sur la proposition de la loi relative aux appellations d'origine des fromages, p. 774.

Voir: Assemblée nationale, nos 1039, 2092, 2261, 2972, 4249, 5630 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 424 (année 1954).

626. — Rapport de M. Périquier sur le projet de loi relatif à la protection du litre d'œnologie, p. 775.

Voir: Assemblée nationale, nos 3327, 3312, 6132 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 474 (année 1954).

627. — Rapport de M. Jozeau-Marigné sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 331 du code civil en ce qui concerne la légitimation des enfants adultérins, p. 776.

Voir: Assemblée nationale, nos 5671, 6991 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 449 (année 1954).

628. — Rapport de M. Jozeau-Marigné sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 335, 340, 341 et 342 du code civil relatifs à la reconnaissance des enfants naturels, p. 777.

Voir: Assemblée nationale, nos 379, 6992, 8944 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 448 (année 1954).

629. — Rapport de M. Biatarana sur le projet de loi modifiant l'article 593 du code de procédure civile, p. 778.

Voir: Assemblée nationale, nos 8283, 8703 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 431 (année 1954).

630. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des travaux publics (aviation civile et commerciale), p. 779.

Voir: Assemblée nationale, nos 9301, 9389, 9483, 9484, 9486 (2^e législ.).

631. — Rapport d'enquête par M. Armengaud, fait au nom de la commission de la production industrielle sur la fermeture des puits de La Clarence, p. 780.

- 632.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des finances (services financiers), p. 784.
Voir: Assemblée nationale, nos 9289, 9467, 9492, 9493 (2^e législ.).
- 633.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la présidence du conseil, p. 786.
Voir: Assemblée nationale, nos 9296, 9350, 9465, 9482, 9485 (2^e législ.).
- 634.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe de l'imprimerie nationale, p. 788.
Voir: Assemblée nationale, nos 9304, 9471 (2^e législ.).
- 635.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget de la caisse nationale d'épargne, p. 789.
Voir: Assemblée nationale, nos 9307, 9472 (2^e législ.).
- 636.** — Rapport de M. Emilien Lieutaud sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la justice, p. 790.
Voir: Assemblée nationale, nos 9234, 9379, 9437, 9441 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 614 (année 1954).
- 637.** — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des affaires étrangères (affaires allemandes et autrichiennes), p. 792.
Voir: Assemblée nationale, nos 9232, 9352 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 599 (année 1954).
- 638.** — Projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1953 (collectif de régularisation), p. 794.
Voir: Assemblée nationale, nos 8290, 8772 (2^e législ.).
- 639.** — Proposition de résolution de M. Vourc'h relative à la création d'un service de coordination des contrôles sanitaires aux frontières de la métropole et des différents territoires de l'Union française, p. 800.
- 640.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des affaires marocaines et tunisiennes, p. 804.
Voir: Assemblée nationale, nos 9284, 9481 (2^e législ.).
- 641.** — Rapport de M. Jozeau-Marigné sur la proposition de loi tendant à indemniser les commerçants sinistrés de la perte de leur droit au bail, p. 804.
Voir: Assemblée nationale, nos 2365, 4583, 4969, 5893, 6468, 9262 (2^e légis.); Conseil de la République, n° 395 (année 1954).
- 642.** — Avis de la commission de la justice par M. Vauthier sur la proposition de loi tendant à indemniser les commerçants sinistrés de la perte de leur droit au bail, p. 807.
Voir: Assemblée nationale, nos 2365, 4583, 4969, 5893, 6468, 9262 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 395, 611 (année 1954).
- 643.** — Proposition de résolution de M. Marcihacy demandant une véritable réforme constitutionnelle, p. 807.
- 644.** — Rapport de M. Primet sur la proposition de résolution relative à la pêche fluviale, p. 807.
Voir: Conseil de la République, n° 592 (année 1954).
- 645.** — Rapport de M. Gaston Charlet sur le projet de loi modifiant et complétant les articles 139, 140, 142, 143, 144, 260, 479, 480 et 481 du code pénal, p. 808.
Voir: Assemblée nationale, nos 3394, 9161 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 601 (année 1954).
- 646.** — Rapport de M. Rabouin sur le projet de loi sanctionnant le non-usage du nom patronymique dans certains actes ou documents, p. 809.
Voir: Assemblée nationale nos 4289, 8787 (2^e législ.); Conseil de la République n° 433 (année 1954).
- 647.** — Proposition de résolution de M. Vauthier relative au remboursement, au profit des producteurs, des frais d'approche des sucres des départements d'outre-mer, p. 809.
- 648.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du service juridique et technique de la presse, p. 810.
Voir: Assemblée nationale nos 9295, 9503 (2^e législ.).
- 649.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la location-gérance des fonds de commerce, p. 811.
Voir: Assemblée nationale nos 9150, 9497 (2^e législ.).
- 650.** — Avis de la commission de la justice par M. Bardon-Damarzid sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la justice pour l'exercice 1953, p. 811.
Voir: Assemblée nationale nos 9294, 9379, 9437, 9441 (2^e législ.); Conseil de la République nos 614, 636 (année 1954).
- 651.** — Rapport de M. Vanruilen sur le projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance, p. 811.
Voir: Assemblée nationale nos 8103, 8899, 9111, 9122, 9134, 9167 (2^e législ.); Conseil de la République n° 548 (année 1954).
- 652.** — Rapport de M. Alric sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés au ministère des finances, des affaires économiques et du plan (affaires économiques), p. 818.
Voir: Assemblée nationale nos 9290, 9424, 9457 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 615 (année 1954).
- 653.** — Avis de la commission des affaires économiques par M. Rochereau, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés au ministère des finances, des affaires économiques et du plan (affaires économiques), p. 829.
Voir: Assemblée nationale nos 9290, 9424, 9457 (2^e législ.); Conseil de la République nos 615, 652 (année 1954).
- 654.** — Rapport de M. Dutoit sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder les droits concédés aux fonctionnaires anciens combattants aux agents de la société nationale des chemins de fer français, p. 831.
Voir: Conseil de la République, n° 196 (année 1954).
- 655.** — Rapport de M. Julien Brunhes sur le projet de loi tendant à modifier l'article 38 du livre II du code du travail, p. 831.
Voir: Assemblée nationale nos 4411, 8730 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 482 (année 1954).
- 656.** — Rapport d'enquête de M. Coudé du Foresto sur la production minière de la Nouvelle-Calédonie, p. 832.
- 657.** — Avis de la commission de la famille pour M. Marcel Molle sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les articles 335, 340, 341 et 342 du code civil relatifs à la reconnaissance des enfants naturels, p. 842.
Voir: Assemblée nationale nos 379, 6992, 8944 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 428, 628 (année 1954).
- 658.** — Avis de la commission de la famille par M. Marcel Molle sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 331 du code civil en ce qui concerne la légitimation des enfants adultérins, p. 842.
Voir: Assemblée nationale n° 5671, 6991 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 449, 627 (année 1954).
- 659.** — Rapport de M. Pellenc sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1953 (collectif de régularisation), p. 842.
Voir: Assemblée nationale nos 8290, 8772 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 638 (année 1954).
- 660.** — Rapport de MM. Rogier, Armengaud et Georges Laffargue sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la présidence du conseil, p. 851.
Voir: Assemblée nationale, nos 9296, 9350, 9465, 9482, 9485 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 633 (année 1954).
- 661.** — Rapport de M. Pauly sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des finances (services financiers), p. 856.
Voir: Assemblée nationale, nos 9289, 9467, 9483, 9492 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 632 (année 1954).
- 662.** — Projet de loi portant ouverture d'un crédit au titre d'un compte d'avances du Trésor (caisse nationale d'allocation-vieillesse agricole), p. 864.
Voir: Assemblée nationale, nos 9448, 9584 (2^e législ.).
- 663.** — Projet de loi portant création d'une caisse de retraites pour les officiers publics et ministériels d'Algérie, p. 864.
Voir: Assemblée nationale, nos 2723, 3796, 6244, 9209 (2^e législ.).
- 664.** — Avis de la commission du travail par M. Tharradin sur la proposition de loi relative au régime de l'allocation de vieillesse agricole, p. 865.
Voir: Assemblée nationale, nos 6119, 6271, 6331, 6455, 6576, 6982, 7461, 7828, 8021, 8954 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 486, 585 (année 1954).
- 665.** — Proposition de résolution de M. Peridier, demandant la publication du règlement d'administration publique prévu à la loi concernant l'aide aux sinistrés viticoles, p. 865.
- 666.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'agriculture, p. 865.
Voir: Assemblée nationale, nos 9285, 9525, 9599, 9600 (2^e législ.).
- 667.** — Rapport de M. Pinton sur la proposition de loi portant création d'une commission interparlementaire chargée d'étudier la simplification des formalités de frontières, p. 869.
Voir: Assemblée nationale, nos 8276, 9162 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 190, 611 (année 1954).

668. — Rapport de M. Auberger sur la proposition de loi tendant à allouer aux compagnes des militaires morts pour la France un secours annuel égal à la pension de veuve de guerre, p. 870.

Voir: Assemblée nationale, nos 5499, 8051, 8505, 8609 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 438 (année 1954).

669. — Proposition de résolution de M. Michel Debré relative à la fusion des corps d'administrateurs civils en un nombre limité de grands corps ayant vocation pour plusieurs ministères, p. 871.

670. — Avis de la commission de l'éducation nationale par M. Jean Berthaud sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à protéger le titre d'onologue, p. 872.

Voir: Assemblée nationale, nos 3327, 3812, 6432, 6926, 8647 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 474, 626 (année 1954).

671. — Avis de la commission des finances par M. Coudé du Foresto sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 relatives au régime de l'allocation de vieillesse agricole, p. 872.

Voir: Assemblée nationale, nos 6119, 6271, 6331, 6455, 6565, 6982, 7161, 8021, 8954 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 486, 585, 664 (année 1954).

672. — Proposition de résolution de M. Jean Durand relative à l'extension à tous les départements viticoles du bénéfice de la circulaire exemptant les viticulteurs sinistrés de certaines charges de blocage et de distillation obligatoire, p. 872.

673. — Rapport de M. Jean Bertaud sur la proposition de loi tendant à réglementer la profession de professeur de judo, p. 872.

Voir: Assemblée nationale, nos 3308, 4907 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 194 (année 1952) et 545 (année 1954).

674. — Rapport par M. Coudé du Foresto sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture d'un crédit de sept milliards au titre d'un compte d'avances du Trésor (caisse nationale d'allocation vieillesse agricole), p. 874.

Voir: Assemblée nationale, nos 9448, 9584 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 662 (année 1954).

675. — Rapport de M. Henri Lafleur sur le projet de loi relatif aux institutions du Togo, p. 874.

Voir: Assemblée nationale, nos 5180, 8803, 9249 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 598 (année 1954).

676. — Proposition de résolution de M. Gabriel Tellier relative à l'emploi de la margarine par les pâtisseries, p. 882.

677. — Rapport supplémentaire de M. Auberger sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à allouer aux compagnes des militaires, marins ou civils morts pour la France un secours annuel égal à la pension de veuve de guerre, p. 882.

(Ce document n'a pas été publié.)

Voir: Assemblée nationale, nos 5499, 8051, 8505, 8609 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 436, 668 (année 1954).

678. — Rapport de M. Henri Maupoil sur la proposition de loi tendant à la création d'un comité interprofessionnel du cassis de Dijon, p. 882.

Voir: Assemblée nationale, nos 6695, 8102, 8517, 8622, 8988 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 546 (année 1954).

679. — Avis de la commission de l'agriculture par M. Driant sur le projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance, p. 883.

Voir: Assemblée nationale, nos 8103, 8899, 9111, 9122, 9134, 9167 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 548 et 651 (année 1954).

680. — Rapport de M. Vauthier sur le projet de loi portant extension à l'Algérie de la loi prohibant la conclusion de pactes sur le règlement des indemnités dues aux victimes d'accidents, p. 887.

Voir: Assemblée nationale, nos 7357, 8683 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 467 (année 1954).

681. — Rapport de M. Enjalbert sur le projet de loi sur l'exécution des travaux géodésiques et topographiques en Algérie, p. 887.

Voir: Assemblée nationale, nos 7872, 8841 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 499 (année 1954).

682. — Rapport de M. Yves Estève sur le projet de loi complétant la loi relative au recrutement de l'armée, p. 888.

Voir: Assemblée nationale, nos 743, 7385, 8354, 8645, 9032, 9227, 9223 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 60 (année 1954).

683. — Rapport de M. de Montullé sur la proposition de loi tendant à compléter la loi accordant des permissions spéciales aux soldats agriculteurs, p. 888.

Voir: Assemblée nationale, nos 5914, 8306, 8665, 8997 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 214, 566 (année 1954).

684. — Rapport de M. Maroselli sur la proposition de loi tendant à compléter en faveur des volontaires étrangers non naturalisés, la loi concernant un nouveau contingent de croix de la Légion d'honneur destiné à récompenser les combattants volontaires de la guerre 1914-1918, p. 889.

Voir: Assemblée nationale, nos 8431, 8933 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 565 (année 1954).

685. — Rapport de M. de Montullé sur le projet de loi relatif au congé spécial pour exercice de fonctions électives, p. 889.

Voir: Assemblée nationale, nos 7607, 8575, 8930 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 498 (année 1954).

686. — Rapport de M. de Montullé sur le projet de loi relatif à la prise de rang de certains militaires dans le premier grade d'officier auquel ils ont accès, p. 889.

Voir: Assemblée nationale, nos 5181, 8850 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 497 (année 1954).

687. — Avis de la commission de la production industrielle par M. Raymond Pinchard sur le projet de loi relatif aux institutions du Togo, p. 890.

Voir: Assemblée nationale, nos 5180, 8803, 9249 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 598, 675 (année 1954).

688. — Rapport de M. Rogier sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du service juridique et technique de la presse, p. 891.

Voir: Assemblée nationale, nos 9295, 9503 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 648 (année 1954).

689. — Rapport de M. Maroselli sur la proposition de loi tendant à définir les conditions d'attribution de la Légion d'honneur aux militaires n'appartenant pas à l'armée active, p. 892.

Voir: Assemblée nationale, nos 8591, 9006 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 567 (année 1954).

690. — Projet de loi portant relèvement des pensions d'invalidité allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires, p. 892.

Voir: Assemblée nationale, nos 3772, 8967 (2^e législ.).

691. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la santé publique, p. 893.

Voir: Assemblée nationale, nos 9298, 9569 (2^e législ.).

692. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des affaires étrangères (I: Services des affaires étrangères), p. 894.

Voir: Assemblée nationale, nos 9281, 9552 (2^e législ.).

693. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des affaires étrangères (III: Services français en Sarre), p. 896.

Voir: Assemblée nationale, nos 9283, 9494, 9553 (2^e législ.).

694. — Rapport de M. Gaspard sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des affaires marocaines et tunisiennes, p. 896.

Voir: Assemblée nationale, nos 9281, 9481 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 640 (année 1954).

695. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à refuser l'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne relative au régime d'assurances sociales non agricoles, p. 898.

Voir: Assemblée nationale, nos 4245, 6908, 8953 (2^e législ.).

696. — Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, portant ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée nationale et de l'Assemblée de l'Union française, p. 898.

Voir: Assemblée nationale, n° 9634 (2^e législ.).

697. — Avis de la commission des finances par M. Jacques Debû-Bridel sur la proposition de loi tendant à la création d'un comité interprofessionnel du cassis de Dijon, p. 899.

Voir: Assemblée nationale, nos 6695, 8102, 8517, 8622, 8988 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 546, 678 (année 1954).

698. — Rapport de M. Péridier sur la proposition de loi tendant à proroger les dispositions du décret relatif à la location-gérance des fonds de commerce, p. 899.

Voir: Assemblée nationale, nos 9150, 9497 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 649 (année 1954).

699. — Rapport de M. Alric sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'industrie et du commerce, p. 899.

Voir: Assemblée nationale, nos 9292, 9415, 9416, 9460, 9462, 9463 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 618 (année 1954).

700. — Avis de la commission des affaires économiques par M. Philippe d'Argenlieu sur le projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance, p. 904.

Voir: Assemblée nationale, nos 8103, 8899, 9111, 9122, 9134, 9167 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 548, 641, 679 (année 1954).

701. — Rapport de M. Tharradin sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à faire distribuer gratuitement du charbon aux vieux de France, p. 905.

Voir: Conseil de la République, n° 593 (année 1954).

702. — Rapport de M. Delrieu sur le projet de loi tendant à la constatation de la nullité de l'acte dit loi autorisant la mise en exploitation d'un gisement de sel en Algérie, p. 906.

Voir: Assemblée nationale, nos 1282, 9223 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 607 (année 1954).

- 703.** — Rapport de M. Soldani sur la proposition de loi portant titularisation des assistants et assistantes de service social appartenant aux administrations de l'Etat, p. 906.
Voir: Assemblée nationale, nos 70, 1630, 3482, 3885, 4385, 5794, 9476 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 411 (année 1954).
- 704.** — Rapport de M. Enjalbert sur le projet de loi portant création d'une caisse de retraites pour les officiers publics et ministériels d'Algérie, p. 907.
Voir: Assemblée nationale, nos 2723, 3796, 6244 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 663 (année 1954).
- 705.** — Proposition de résolution de M. Carcassonne demandant la modification des taux de majoration de certaines rentes viagères, p. 908.
- 706.** — Rapport de M. Lachèvre sur le projet de loi tendant à la ratification de la convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives à la compétence pénale en matière d'abordage, p. 908.
Voir: Assemblée nationale, nos 7981, 8957 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 610 (année 1954).
- 707.** — Rapport de M. Schwartz sur la proposition de loi tendant à exonérer les communes de Moselle et d'Alsace des conséquences de certains actes accomplis par des fonctionnaires allemands, p. 908.
Voir: Assemblée nationale, nos 3128, 8399, 8898, 9241 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 588 (année 1954).
- 708.** — Rapport de M. Pontbriand sur la proposition de loi tendant à modifier la loi sur la police de la chasse, en vue d'assurer la protection du gibier, p. 910.
Voir: Assemblée nationale, nos 8234, 8278, 8831, 9072 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 189, 521 (année 1954).
- 709.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des travaux publics (marine marchande), p. 911.
Voir: Assemblée nationale, nos 9302, 9521, 9541, 9597, 9654, 9672 (2^e législ.).
- 710.** — Avis de la commission des finances par M. Albert Lamarque sur le projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance, p. 912.
Voir: Assemblée nationale, nos 8103, 8899, 9111, 9122, 9134, 9167 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 548, 651, 679, 700 (année 1954).
- 711.** — Avis de la commission de la production industrielle par M. Coudé du Foresto sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'industrie et du commerce, p. 915.
Voir: Assemblée nationale, nos 9292, 9415, 9416, 9460, 9462, 9463 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 618, 699 (année 1954).
- 712.** — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à créer des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit des combattants décorés dans la période qui va du mois d'août 1914 à la promotion Fayolle, p. 920.
Voir: Assemblée nationale, nos 6016, 8488 (2^e législ.).
- 713.** — Proposition de résolution de M. Michel Debré relative aux caractères fondamentaux de l'Union française, p. 920.
- 714.** — Rapport de M. Yves Estève sur le projet de résolution portant fixation des dépenses du Conseil de la République pour l'exercice 1955, p. 921.
- 715.** — Rapport de M. Raymond Bonnéfous sur la proposition de résolution relative à l'application de la loi sur le traitement des alcooliques dangereux pour autrui, p. 922.
Voir: Conseil de la République, n° 583 (année 1954).
- 716.** — Proposition de résolution de M. Jézéquel relative aux barèmes d'invalidité des victimes de blessures ou de maladies contractées en service « hors guerre », p. 922.
- 717.** — Rapport de M. Jean Maroger sur un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des affaires étrangères (I. — Services des affaires étrangères), p. 923.
Voir: Assemblée nationale, nos 9281, 9552 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 692 (année 1954).
- 718.** — Rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des affaires étrangères (III. — Services français en Sarre), p. 926.
Voir: Assemblée nationale, nos 9283, 9494, 9553 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 693 (année 1954).
- 719.** — Rapport de M. de Montalembert sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'agriculture, p. 926.
Voir: Assemblée nationale, nos 9285, 9525, 9599, 9600 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 666 (année 1954).
- 720.** — Rapport de M. Courrière sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des travaux publics (marine marchande), p. 930.
Voir: Assemblée nationale, nos 9302, 9521, 9541, 9597, 9654, 9672 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 709 (année 1954).

- 721.** — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret fixant la liste des produits originaires des territoires d'outre-mer du 2^e groupe à régime préférentiel, admissibles en franchise des droits de douane à l'importation, p. 935.
Voir: Assemblée nationale, nos 4048, 8979 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 570 (année 1954).
- 722.** — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret fixant la liste des produits originaires des territoires d'outre-mer du 2^e groupe à régime non préférentiel, admissibles en franchise des droits de douane à l'importation, p. 935.
Voir: Assemblée nationale, nos 3780, 3981 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 571 (année 1954).
- 723.** — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération prise par l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie demandant la modification du régime des déclarations de cabotage des marchandises, p. 935.
Voir: Assemblée nationale, nos 3777, 8980 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 572 (année 1954).
- 724.** — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération prise par le conseil d'administration du Cameroun relative à la réglementation douanière, p. 935.
Voir: Assemblée nationale, nos 4154, 8982 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 573 (année 1954).
- 725.** — Rapport de M. Fousson sur le projet de loi tendant à ratifier le décret approuvant une délibération prise par le conseil d'administration du Cameroun, relative au dépôt en douane des marchandises, p. 936.
Voir: Assemblée nationale, nos 5425, 8983 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 574 (année 1954).
- 726.** — Avis de la commission des finances par M. Saller sur le projet de loi relatif aux institutions du Togo, p. 936.
Voir: Assemblée nationale, nos 5180, 8803, 9249 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 598, 675, 687 (année 1954).
- 727.** — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'éducation nationale, p. 937.
Voir: Assemblée nationale, nos 9287, 9591, 9685, 9715 (2^e législ.).
- 728.** — Avis de la commission des affaires économiques par M. de Villoutreys sur le projet de loi relatif aux institutions du Togo, p. 940.
Voir: Assemblée nationale, nos 5180, 8803, 9249 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 598, 675, 687, 726 (année 1954).
- 729.** — Avis de la commission de la famille par Mme Marie-Hélène Cardot sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant titularisation des assistants et assistantes de service social appartenant aux administrations de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat, p. 941.
Voir: Assemblée nationale, nos 70, 1630, 3482, 3885, 4385, 5794 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 411 et 703 (année 1954).
- 730.** — Avis de la commission des finances par M. Liot sur la proposition de loi portant titularisation des assistants et assistantes sociales des administrations de l'Etat, p. 941.
Voir: Assemblée nationale, nos 70, 1630, 3482, 3885, 4385, 5794 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 411, 703 et 729 (année 1954).
- 731.** — Avis de la commission de la reconstruction par M. Georges Marrane sur le projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance, p. 941.
Voir: Assemblée nationale, nos 8103, 8899, 9111, 9122, 9134, 9167 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 548, 651, 679, 700, 710 (année 1954).
- 732.** — Rapport de M. Denvers sur la proposition de loi relative au régime des loyers des organismes d'habitations à loyer modéré, p. 942.
Voir: Assemblée nationale, nos 7959, 7970, 8526, 8669, 9132 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 105, 596 (année 1954).
- 733.** — Rapport par M. Courrière sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1954, p. 944.
Voir: Assemblée nationale, n° 9634 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 696 (année 1954).
- 734.** — Rapport de M. Maurice Walker sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des travaux publics (aviation civile et commerciale), p. 944.
Voir: Assemblée nationale, nos 9301, 9389, 9483, 9486, 9491 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 630 (année 1954).
- 735.** — Avis de la commission de la justice par M. Vauthier sur la proposition de loi tendant à exonérer les communes de Moselle et d'Alsace des conséquences dommageables de certains actes accomplis par les fonctionnaires allemands, p. 953.
Voir: Assemblée nationale, nos 8128, 8399, 8896, 9241 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 586, 707 (année 1954).

736. — Avis de la commission du suffrage universel par M. Marcilhacy sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française, p. 953.

Voir: Assemblée nationale, nos 5180, 8803, 9249 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 598, 675, 687, 726, 723 (année 1954).

737. — Avis de la commission des moyens de communication par M. René Duhois sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des travaux publics (II: Aviation civile et commerciale), p. 953.

Voir: Assemblée nationale, nos 9301, 9389, 9463, 9486, 9491 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 630, 734 (année 1954).

738. — Rapport de M. Clavier sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la santé publique, p. 961.

Voir: Assemblée nationale, nos 9298, 9504, 9569, 9576, 9653 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 691 (année 1954).

739. — Rapport de M. Lamousse sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 29 de la loi portant création d'un fonds de développement de l'industrie cinématographique, p. 967.

Voir: Assemblée nationale, nos 8542, 8881, 9103 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 569 (année 1954).

740. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses civiles du ministère de la France d'outre-mer, p. 968.

Voir: Assemblée nationale, nos 9291, 9466, 9520 (2^e législ.).

741. — Avis de la commission de la reconstruction par M. Chochoy sur la proposition de loi tendant à exonérer les communes de Moselle et d'Alsace des conséquences dommageables de certains actes accomplis par les fonctionnaires allemands, p. 969.

Voir: Assemblée nationale, nos 8123, 8309, 8896, 9241 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 588, 707, 735 (année 1954).

742. — Avis de la commission de la famille par M. Plait sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la santé publique, p. 970.

Voir: Assemblée nationale, nos 9293, 9501, 9569, 9576 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 691, 738 (année 1954).

743. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des travaux publics (I: Travaux publics, transports et tourisme), p. 973.

Voir: Assemblée nationale, nos 9300, 9540, 9729, 9750 (2^e législ.).

744. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des relations avec les Etats associés, p. 975.

Voir: Assemblée nationale, n° 9753 (2^e législ.).

745. — Proposition de résolution de M. Pic tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de la Drôme victimes d'une tornade, p. 976.

746. — Rapport d'information de M. Rochereau sur les problèmes de commerce extérieur et l'organisation de la recherche économique en Allemagne occidentale, p. 977.

747. — Rapport de M. Delalande sur le projet de loi modifiant le taux de compétence des justices de paix, p. 989.

Voir: Assemblée nationale, nos 4596, 7392, 8013, 8335, 9158 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 609 (année 1954).

748. — Proposition de résolution de M. Lachèvre relative à l'extension de l'auto-alarme à tous les navires équipés en radiotéléphonie, p. 991.

749. — Rapport de M. Romani sur la proposition de résolution demandant les crédits nécessaires à la réalisation des travaux de protection de la ville de Rufisque, p. 991.

Voir: Conseil de la République, n° 550 (année 1954).

750. — Projet de loi modifiant l'article 65 de la loi sur l'organisation de l'ordre judiciaire, p. 992.

Voir: Assemblée nationale, nos 9312, 9626 (2^e législ.).

751. — Projet de loi tendant à compléter l'article 6 de la loi relative à l'équarrissage des animaux, p. 992.

Voir: Assemblée nationale, nos 7710, 8485, 8952, 9399, 9617 (2^e législ.).

752. — Rapport par M. Debû-Bridel sur le projet de loi portant ouverture de crédits nécessaires à une tournée de la Comédie-Française en Union soviétique, p. 992.

(Ce document n'a pas été publié.)

Voir: Assemblée nationale, nos 8067, 9142 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 559 (année 1954).

753. — Rapport de M. Albert Lamarque sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des travaux publics (I: Travaux publics, transports et tourisme), p. 992.

Voir: Assemblée nationale, nos 9300, 9540, 9729, 9750 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 743 (année 1954).

754. — Proposition de loi de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à la création d'une caisse autonome de l'habitat rural, p. 998.

755. — Avis de la commission de l'agriculture par M. Driant sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'agriculture, p. 1000.

Voir: Assemblée nationale, nos 9285, 9525, 9599, 9600 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 666, 719 (année 1954).

756. — Avis de la commission de la marine marchande par M. Denvers sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des travaux publics pour l'exercice 1955 (marine marchande), p. 1003.

Voir: Assemblée nationale, nos 9302, 9521, 9541, 9597, 9654, 9672 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 709, 720 (année 1954).

757. — Projet de loi tendant à autoriser la ratification du protocole sur la cessation du régime d'occupation dans la République fédérale d'Allemagne et la convention relative à la présence des troupes étrangères sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne, p. 1003.

Voir: Assemblée nationale, nos 9432, 9704 (2^e législ.).

758. — Projet de loi tendant à autoriser la ratification de l'accord sur la Sarre conclu avec la République fédérale d'Allemagne, p. 1003.

Voir: Assemblée nationale, nos 9658, 9689, 9744, 9705, 9772 (2^e législ.).

759. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 2401 du code civil et l'article 549 du code de commerce, p. 1004.

Voir: Assemblée nationale, nos 5668, 9561 (2^e législ.).

760. — Projet de loi relatif à la seconde session ordinaire des conseils généraux, p. 1004.

Voir: Assemblée nationale, nos 4434, 9575 (2^e législ.).

761. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la responsabilité des départements à la suite des accidents subis par les membres du conseil général, p. 1004.

Voir: Assemblée nationale, nos 3785, 9574 (2^e législ.).

762. — Proposition de loi de M. Clavier relative au fonctionnement des sociétés à responsabilité limitée, p. 1005.

763. — Avis de la commission des moyens de communication par M. Julien Brunhes sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des travaux publics (I: Travaux publics, transports et tourisme), p. 1005.

Voir: Assemblée nationale, nos 9300, 9540, 9729, 9750 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 743, 753 (année 1954).

764. — Rapport de M. Marcilhacy sur le projet de loi relatif aux marques de fabrique sous séquestre en France comme biens ennemis, p. 1008.

Voir: Assemblée nationale, nos 5192, 8528, 9174 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 608 (année 1954).

765. — Projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fixation des audiences et à la répartition des magistrats dans les chambres des cours d'appel et des tribunaux de première instance, p. 1009.

Voir: Assemblée nationale, nos 9219, 9652 (2^e législ.).

766. — Rapport de M. Litaise sur le projet de loi relatif au budget annexe de l'imprimerie nationale, p. 1009.

Voir: Assemblée nationale, nos 9304, 9471 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 634 (année 1954).

767. — Projet de loi tendant à fixer pour une période de trois années les contingents de décorations, sans traitement, attribués aux administrations publiques, p. 1013.

Voir: Assemblée nationale, nos 6973, 9534, 9733 (2^e législ.).

768. — Projet de loi tendant à autoriser la ratification du protocole d'accession de la République fédérale d'Allemagne au traité de l'Atlantique-Nord, p. 1013.

Voir: Assemblée nationale, nos 9432, 9703, 9731, 9745, 9760, 9763 (2^e législ.).

769. — Proposition de loi de M. Gabriel Tellier tendant à permettre aux consommateurs d'être informés des matières grasses contenues dans les produits qui leur sont offerts, p. 1013.

770. — Rapport de M. Enjalbert sur la proposition de loi tendant à refuser l'homologation de la décision de l'assemblée algérienne relative au régime d'assurances sociales non agricoles, p. 1014.

Voir: Assemblée nationale, nos 4245, 6908, 8953 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 695 (année 1954).

771. — Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des affaires étrangères pour l'exercice 1955 (III: Services français en Sarre), p. 1014.

Voir: Assemblée nationale, nos 9283, 9494, 9553, 9762, 9815 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 693, 718 (année 1954).

772. — Rapport de M. Léo Hamon sur la proposition de résolution demandant pour les « communes-dortoirs » les moyens financiers leur permettant de faire face à leurs obligations, p. 1015.

Voir: Conseil de la République, n° 316 (année 1954).

773. — Proposition de résolution de M. de Villoutreys demandant l'application de la loi concernant le Crédit mutuel du bâtiment et le remboursement au taux minimum de 80 p. 100 des versements des souscripteurs, p. 1016.

774. — Rapport par M. Pellenc sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des affaires étrangères pour l'exercice 1955 (III. Service français en Sarre), p. 1017.

Voir: Assemblée nationale, nos 9233, 9491, 9553, 9762, 9815 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 693, 718, 771 (année 1954).

775. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour le mois de janvier 1955 et autorisation provisoire de percevoir les impôts pour l'exercice 1955, p. 1017.

Voir: Assemblée nationale, nos 9839, 9845 (2^e législ.).

776. — Projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses des services militaires pour les deux premiers mois de l'exercice 1955, p. 1018.

Voir: Assemblée nationale, nos 9807, 9823 (2^e législ.).

777. — Projet de loi tendant à autoriser la ratification du protocole modifiant le traité de Bruxelles et des protocoles relatifs aux forces des puissances de l'union de l'Europe occidentale, au contrôle des armements et à l'agence de contrôle des armements, p. 1019.

Voir: Assemblée nationale, nos 9806, 9837 (2^e législ.).

778. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiée par le Conseil de la République, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 et de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952, relatives au régime de l'allocation de vieillesse agricole, p. 1020.

Voir: Assemblée nationale, nos 6119, 6271, 6331, 6455, 6576, 6982, 7161, 7828, 8021, 9615, 9761 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 486, 585, 664, 671 (année 1954).

779. — Rapport par M. Pierre Boudet sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses des services militaires pour les deux premiers mois de l'exercice 1955, p. 1020.

Voir: Assemblée nationale, nos 9807, 9823 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 776 (année 1954).

780. — Avis de la commission de la défense nationale par M. Afric sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses des services militaires pour les deux premiers mois de l'exercice 1955, p. 1020.

Voir: Assemblée nationale, nos 9807, 9823 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 778, 779 (année 1954).

781. — Rapport par M. Dulin sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, modifiée par le Conseil de la République, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 et de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952, relatives au régime de l'allocation vieillesse agricole, p. 1021.

Voir: Assemblée nationale, nos 6119, 6271, 6331, 6455, 6576, 6982, 7161, 7828, 8021, 9615, 9761 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 486, 585, 664, 671, 778 (année 1954).

782. — Rapport par M. Pellenc sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour le mois de janvier 1955 et autorisation provisoire de percevoir les impôts pour l'exercice 1955, p. 1021.

Voir: Assemblée nationale, nos 9839, 9846 (2^e législ.); Conseil de la République, n° 775 (année 1954).

783. — Avis de la commission des finances par M. Coudé du Foresto sur la proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 2 février 1945 et la loi du 10 juillet 1952 relatives au régime de l'allocation de vieillesse agricole, p. 1021.

Voir: Assemblée nationale, nos 6119, 6271, 6331, 6455, 6576, 6982, 7161, 7223, 8021, 9615, 9761 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 486, 585, 664, 671, 778 (année 1954).

784. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifié par le Conseil de la République, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses des services militaires pour les deux premiers mois de l'exercice 1955, p. 1021.

Voir: Assemblée nationale, nos 9807, 9823, 9857 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 776, 779, 780 (année 1954).

785. — Rapport par M. Pierre Boudet sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses des services militaires pour les deux premiers mois de l'exercice 1955, p. 1022.

Voir: Assemblée nationale, nos 9807, 9823, 9857 (2^e législ.); Conseil de la République, nos 776, 779, 780, 784 (année 1954).